

HIGH CO

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au Capital de 5 605 333 €
Siège Social : 365, avenue Archimède
CS60346, 13799 Aix-en-Provence Cedex 3 - France
353 113 566 R.C.S Aix-en-Provence

Cotée sur Eurolist Paris Compartiment C de NYSE Euronext, code ISIN : FR0000054231
Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre

Rapport financier semestriel
Semestre clos le 30 juin 2012

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 juin 2012 établi conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société www.highco.fr.

Arrêtés par le Directoire en date du 21 août 2012 et présentés pour vérification et contrôle au Conseil de Surveillance de la société HighCo SA en date du 22 août 2012

A. RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2012	3
1. ACTIVITES ET FAITS MARQUANTS	3
1.1. PRÉSENTATION GENERALE	3
1.2. PRINCIPALES DATES CLÉS	3
1.3. BILAN D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE	3
2. RESULTATS CONSOLIDES	5
2.1. ANALYSE DE LA CROISSANCE	5
2.2. ANALYSE DE LA RENTABILITE	6
2.3. ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE	8
3. PERSPECTIVES 2012	9
3.1. GARDER LE CAP « DIGITAL & INTERNATIONAL »	9
3.2. GUIDANCES 2012	9
3.3. PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE 2012	9
4. PRESENTATION DES RISQUES ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	9
B. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	10
1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	10
2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	11
3. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE	14
C. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	15
1. PRINCIPES COMPTABLES	15
2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION SUR LE PREMIER SEMESTRE 2012	22
2.1. ÉVOLUTION	22
2.2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	23
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT ET A L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	24
D. INFORMATIONS SUR LA SOCIETE MERE	45
E. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	46
F. DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012	47

A. RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2012

1. ACTIVITES ET FAITS MARQUANTS

1.1. PRÉSENTATION GENERALE

HighCo est le premier groupe de communication hors médias spécialiste de la grande distribution et de la grande consommation. À travers ses deux pôles complémentaires, SHOPPER et DATA, HighCo connecte le consommateur sur l'ensemble du parcours client, assure la mise en place des opérations ainsi que l'analyse et le traitement des données :

- CONNECT SHOPPER : couponing, promotion, médias in-store, services ;
- PROCESS DATA : clearing de coupons, gestion promotionnelle, monitoring, logistique.

HighCo compte près de 1 000 collaborateurs en France, au Benelux, en Espagne, au Royaume-Uni et en Europe centrale. HighCo est coté sur NYSE Euronext Paris au compartiment C.

Les solutions marketing du Groupe sont détaillées dans le document de référence 2011 (pages 41 à 51), déposé auprès de l'AMF le 24/04/2012 et présenté sur le site Internet de la société (www.highco.fr).

1.2. PRINCIPALES DATES CLÉS

1990

Création de HighCo par Frédéric Chevalier (actuellement Président du Conseil de Surveillance de HighCo).

1994

Appel au capital-risque pour accélérer le développement national de la société.

1996

Introduction en Bourse. HighCo est la deuxième valeur introduite sur le nouveau marché d'Euronext.

1999

Ouverture du capital au groupe WPP, l'un des leaders mondiaux du secteur de la communication, qui prend une participation de 30 %.

De 2003 à 2005

Contre-performances dans les activités de conseil, conduisant le Groupe à un désengagement de ces activités à l'étranger, et à un recentrage stratégique sur les solutions marketing.

De 2006 à 2010

Richard Caillat succède à Frédéric Chevalier à la présidence du Directoire de HighCo.

Acquisitions successives d'InfoShelf (Belgique), des activités françaises de Valassis (VMS), de BleuRoy.com (France), de Scan ID et de Publi Info (Belgique).

2011

Accélération de la stratégie « digitalisation et internationalisation » avec les acquisitions de RC Médias (France), MRM (Royaume-Uni) et POS Media (Europe centrale).

1.3. BILAN D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE

Des résultats en repli au S1

Dans un contexte économique défavorable, HighCo affiche une marge brute au S1 2012 de 36,87 M€, en baisse de 2,4 % en données publiées, et en retrait de 10,7 % à périmètre comparable.

HighCo a vu son résultat des activités ordinaires (résultat opérationnel courant avant charges de restructuration) diminuer de 14,4 % à données publiées, et s'afficher à 7,50 M€. Le taux de marge opérationnelle (RAO/MB) est également en diminution sur le S1 2012, à 20,3 % (23,2 % au S1 2011).

Le Résultat Net Part du Groupe est quant à lui en diminution de 17,8 %, à 4,65 M€.

Sur le plan de la structure financière, le bilan au 30 juin 2012 est toujours solide, avec un excédent net de trésorerie (trésorerie active supérieure à la dette brute) de 23,77 M€, en baisse de 4,49 M€ par rapport au 31 décembre 2011.

Faits marquants du S1 2012

■ Une dégradation du marché accentuée au T2 2012

HighCo a évolué dans un contexte économique défavorable avec un ralentissement du rythme de croissance des dépenses publicitaires en Europe occidentale (revu à la baisse de + 2 % en décembre 2011 à + 0,4 % en juin 2012 par Zénith Optimedia) et une forte diminution des budgets de communication plurimédia des annonceurs du secteur de l'alimentation (- 2,8 % sur le premier semestre 2012, source Kantar Media, Adex Report de juillet 2012). Les distributeurs continuent de souffrir sur le format hypermarché aussi bien en France qu'en Belgique. La dégradation au T2 a été générale en Europe sur le marché des dépenses publicitaires et chez les groupes de publicité (Publicis) et de solutions marketing en Europe (Valassis, Tessi Marketing Services)

■ Les conséquences sur l'activité de HighCo

On continue de noter une forte contraction des activités CONNECT SHOPPER, qui souffrent en France et surtout en Belgique du sous-investissement des marques de la grande consommation dans les médias in-store.

En revanche, les activités PROCESS DATA sont en légère croissance, portées par les bonnes performances en France et au Royaume-Uni. Comme en 2011, le tassement des volumes de clearing de coupons est plus que contrebalancé par la croissance des nouvelles activités (gestion ODR, logistique promotionnelle, plateforme SMS).

■ La politique du Groupe dans ce contexte

Dans ce contexte économique défavorable, HighCo s'est efforcé de maintenir ses positions commerciales et de poursuivre son plan stratégique « digital & international ».

Les positions commerciales ont été maintenues (contrats renégociés) aussi bien en France (CASINO, U, Leclerc, Intermarché) qu'à l'international (Carrefour, Delhaize, Tesco, Ahold).

En France et en Belgique, les coûts d'exploitation ont été ajustés afin de tenir compte de la baisse des revenus avec les distributeurs et les marques. En France, L'activité « Field in-store » a été cédée à Globe Groupe au T1 2012.

HighCo a poursuivi son développement stratégique au S1 :

– sur le DIGITAL, la mission est de proposer de nouveaux médias et des solutions digitales aux marques et aux distributeurs sur les activités CONNECT SHOPPER et de dématérialiser le traitement des données promotionnelles sur les activités PROCESS DATA. Cela s'est notamment traduit par :

- le lancement de Merci-Qui, application sur téléphone mobile qui offre de nouveaux leviers promotionnels pour les marques : offres de remboursement, jeux concours, demandes d'échantillons (70.000 téléchargements au 15/07/2012) ;
- l'émission de nouvelles campagnes de couponing sur les réseaux sociaux tels que Facebook et sur les sites d'achats groupés tels que Groupon ;
- la poursuite des travaux de la cellule R&D / HighCo Lab avec les acteurs du marché digital, notamment sur les projets DRIVE et SCANETTE.

– sur l'INTERNATIONAL, la mission est de dupliquer les solutions marketing du Groupe dans les nouveaux pays (Espagne, Royaume-Uni, Europe Centrale) :

- en Espagne, croissance des activités de webcoupon et F-coupons, démarrage commercial encourageant des activités de clearing de coupons ;

- les premières campagnes d'émission de coupons par POS Media ont été réalisées en Europe Centrale (TESCO Hongrie, MAKRO Tchéquie) ;
- bonne tenue de l'activité de gestion et de logistique promotionnelle au Royaume-Uni.

Evénements importants postérieurs à la clôture du semestre

Néant.

2. RESULTATS CONSOLIDES

2.1. ANALYSE DE LA CROISSANCE

Calcul du taux de croissance organique semestriel

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2012 s'établit à 66,31 M€. Toutefois, depuis plusieurs années, le Groupe a axé sa communication financière sur la Marge Brute (MB), qui est le véritable baromètre de son niveau d'activité (ventes moins coûts directs des ventes).

La marge brute consolidée du premier semestre 2012 s'affiche à 36,87 M€, en baisse de 2,4 % par rapport à la marge brute publiée au premier semestre 2011.

A périmètre comparable et à taux de change constant, la marge brute diminue de 10,7 %.

Tableau de passage S1 2011 à S1 2012	en M€
Marge brute publiée au 30/06/2011 (IFRS)	37,79
Variations de périmètre	3,46
Effet de change	0,04
Marge brute au 30/06/2011 PCC (IFRS) (1)	41,29
Marge brute au 30/06/2012 (IFRS)	36,87
Variation IFRS totale	(4,42)
Évolution organique S1 2012 / S1 2011 PCC	- 10,7%

(1) Données comparables :

– en incluant POS Media, MRM et RC Médias à compter du 1^{er} janvier 2011, et la cession des activités « Field in-store » en France à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
– à taux de change constant (GBP, CZK, HUF, PLN, UAH, TRY), en appliquant les taux de change moyens du S1 2012 aux données du S1 2011.

Évolution des marges brutes trimestrielles

Marge brute IFRS (en M€)	S1 2012	S1 2011 PCC (1)	Évolution S1 2012 / S1 2011 PCC
1 ^{er} trimestre	18,01	19,76	- 8,8%
2 ^e trimestre	18,85	21,54	- 12,5%
Total 1^{er} semestre	36,87	41,29	- 10,7%

(1) Données comparables :

– en incluant POS Media, MRM et RC Médias à compter du 1^{er} janvier 2011, et la cession des activités « Field in-store » en France à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
– à taux de change constant (GBP, CZK, HUF, PLN, UAH, TRY), en appliquant les taux de change moyens du S1 2012 aux données du S1 2011.

La variation trimestrielle de la marge brute s'est dégradée au cours du premier semestre 2012, passant de - 8,8 % au 1^{er} trimestre à - 12,5 % au second trimestre 2012 à données comparables.

A données publiées, la marge brute du premier trimestre 2012 est en repli de 1,2 % (18,24 M€ au T1 2011), tandis que celle du second trimestre 2012 est en retrait de 3,6 % (19,55 M€ au T2 2011). La marge brute du premier semestre 2012 est en retrait de 2,4 % à données publiées (37,79 M€ au S1 2012).

Répartition de la marge brute par zones géographiques

La répartition de la marge brute est communiquée sur la base des secteurs géographiques. Ce découpage sectoriel reflète la structure opérationnelle et managériale du Groupe.

Au sens d'IFRS8, les indicateurs clés de performance du Groupe sont mensuellement contrôlés par le Directoire.

Le secteur « France » comprend les sociétés suivantes :

- HighCo DOCS ;
- HighCo « Media Cosmos » (Media Cosmos, Création & Distribution et Régie Media Trade) ;
- HighCo EDITING ;
- HighCo MARKETING HOUSE ;
- HighCo 3.0 ;
- PROD by HighCo SHOPPER ;
- HighCo DATA ;
- HighCo VENTURES ;
- HighConnexion ;
- BleuRoy.com ;
- RC Médias ;
- In'ovations.

Le secteur « International » comprend les sociétés suivantes :

- HighCo SHELF SERVICE ;
- HighCo INFOSHELF ;
- HighCo DIGITAL Benelux ;
- SHELF SERVICE Luxembourg ;
- HighCo SHOPPER Spain ;
- HighCo Management Spain ;
- HighCo DATA Espagne ;
- HighCo DATA Benelux ;
- HighCo Publi Info ;
- ScanCoupon Belgique ;
- HighCo SCAN ID ;
- POS Media BV et ses sept filiales ;
- MRM, MRM Holdings et Finishing Touches.

Marge brute IFRS (en M€)	S1 2012	S1 2011 PCC (1)	Évolution S1 2012 / S1 2011 PCC
France	20,68	22,68	- 8,8%
International	16,19	18,61	- 13,0%
Total Groupe	36,87	41,29	- 10,7%

(1) Données comparables :

- en incluant POS Media, MRM et RC Médias à compter du 1^{er} janvier 2011, et la cession des activités « Field in-store » en France à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
- à taux de change constant (GBP, CZK, HUF, PLN, UAH, TRY), en appliquant les taux de change moyens du S1 2012 aux données du S1 2011.

France : la marge brute réalisée s'affiche à 20,68 M€, en recul organique de 8,8 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. La France représente 56 % de la marge brute totale du Groupe au S1 2012.

À l'international : la marge brute réalisée au Benelux, en Espagne, au Royaume-Uni et en Europe centrale s'établit à 16,19 M€, en recul de 13,0 %. L'international représente 44 % de la marge brute du Groupe au S1 2012.

2.2. ANALYSE DE LA RENTABILITE

Évolution du résultat des activités ordinaires (RAO)

IFRS (en M€)	S1 2012	S1 2011	Évolution S1 2012 / S1 2011
Chiffre d'affaires	66,31	69,20	-4,2%
Charges directes d'exploitation	(29,45)	(31,41)	-6,3%
Marge brute	36,87	37,79	-2,4%
Charges indirectes d'exploitation	(29,37)	(29,03)	+1,2%
Résultat des activités ordinaires	7,50	8,76	-14,4%
Marge des activités ordinaires	20,3%	23,2 %	

Dans le cadre de la publication de ses comptes en normes IFRS, le Groupe communique non seulement sur les soldes intermédiaires de gestion statutaires, mais aussi, depuis le 1^{er} janvier 2004, sur un indicateur non Gaap appelé « résultat des activités ordinaires » (RAO).

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel courant (solde intermédiaire de gestion statutaire) retraité des coûts de restructuration.

Le RAO diminue de 1,26 M€ (soit une baisse de 14,4 %) pour s'établir à 7,50 M€, sous l'effet de la diminution de 0,92 M€ de la marge brute et d'une augmentation de 0,34 M€ des charges indirectes d'exploitation.

Dans un contexte économique plus tendu en 2012, la marge des activités ordinaires consolidée (ratio RAO/marge brute) s'affiche à 20,3 % (23,2 % au S1 2011).

Analyse du bas du compte de résultat

Après coûts de restructuration (0,22 M€ au S1 2012 contre 0,52 M€ au S1 2011), le résultat opérationnel courant s'affiche à 7,28 M€, en baisse de 11,7 % par rapport au résultat opérationnel courant du S1 2011 de 8,24 M€.

Le Groupe n'ayant pas réalisé d'opérations de croissance externe sur le premier semestre 2012, aucun coût d'acquisition (classé en autres produits et charges opérationnels) n'a été constaté sur le S1 2012, contre une charge de 0,54 M€ au S1 2011. De ce fait, le résultat opérationnel baisse de 5,5 %, à 7,28 M€.

Compte tenu de la baisse des taux monétaires à court terme et du volume de trésorerie placé, les produits de trésorerie passent de 0,24 M€ à 0,22 M€. Le coût de l'endettement financier brut (marge de crédit, coûts fixes de factor) augmente au S1 2012. Au final, le coût de l'endettement financier net est un produit de 0,10 M€ au S1 2012, contre un produit de 0,19 M€ au S1 2011.

Le résultat avant impôts est de 7,46 M€, en baisse de 11,1 % par rapport au S1 2011, où il s'affichait à 8,39 M€.

La charge d'impôt est quasi stable au S1 2012, pour s'établir à 2,81 M€ contre 2,82 M€ au S1 2011.

Le résultat net des activités poursuivies est un profit de 4,62 M€ au S1 2012 contre 5,60 M€ au S1 2011.

Le résultat net part du Groupe est donc un profit de 4,65 M€ au S1 2012 contre 5,66 M€ au S1 2011.

IFRS (en M€)	S1 2012	S1 2011	Évolution S1 2012 / S1 2011
Résultat des activités ordinaires	7,50	8,76	-14,4%
Charges de restructuration	(0,22)	(0,52)	
Résultat opérationnel courant	7,28	8,24	-11,7%
Autres produits et charges opérationnels	-	(0,54)	
Résultat opérationnel	7,28	7,70	-5,5%
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	0,22	0,24	
Coût de l'endettement financier brut	(0,12)	(0,06)	
Coût de l'endettement financier net	0,10	0,19	
Autres produits et charges financiers	0,08	0,51	
Résultat avant impôts	7,46	8,39	-11,1%
Charges d'impôt	(2,81)	(2,82)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(0,03)	0,02	
Résultat net des activités poursuivies	4,62	5,60	-17,5%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	0,01	
Résultat net	4,62	5,61	17,7%
Dont résultat net part du Groupe	4,65	5,66	-17,8%

2.3. ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE

Indicateurs bilantiels simplifiés

IFRS (en M€)	30/06/2012	31/12/2011
Actif immobilisé	104,45	104,12
Besoin en fonds de roulement (BFR)	(33,82)	(40,01)
Capitaux propres part du Groupe	81,26	78,10
Provisions non courantes	0,69	0,61
Excédent net de trésorerie	23,77	28,26

Compte tenu d'un résultat net part du Groupe de 4,65 M€ au 30 juin 2012 et du versement de dividendes pour 1,55 M€, les fonds propres part du Groupe augmentent de 3,15 M€ et s'affichent à 81,26 M€ (contre 78,10 M€ au 31 décembre 2011).

La structure financière au 30 juin 2012 reste solide avec :

- une diminution de l'endettement brut financier du Groupe, qui est passé de 21,22 M€ au 31 décembre 2011 à 15,31 M€ au 30 juin 2012 ;
- compte tenu d'un montant de disponibilités et de valeurs mobilières de placement de 39,08 M€ à l'actif, un excédent net de trésorerie (ou dette nette négative) qui s'affiche à 23,77 M€ au 30 juin 2012, contre un excédent net de 28,26 M€ au 31 décembre 2011 ;
- compte tenu du cycle d'exploitation de l'activité du Groupe et en particulier de celui du clearing de coupons de réduction, la ressource quasi permanente en fonds de roulement d'exploitation s'affiche à 33,82 M€ au 30 juin 2012, en baisse de 6,17 M€ par rapport au 31 décembre 2011.

Analyse des flux de trésorerie

La trésorerie nette du Groupe (trésorerie à l'actif retraitée des concours bancaires courants au passif) est de 39,06 M€, en baisse de 10,42 M€ par rapport à fin 2011.

Le principal élément ayant généré de la trésorerie au cours de l'exercice est la CAF consolidée de 5,94 M€, en baisse de 2,7 % par rapport à celle du 1^{er} semestre 2011.

Les principaux éléments ayant consommé de la trésorerie au cours de l'exercice sont les suivants :

- variation négative de 6,17 M€ du BFR (diminution de la ressource en fonds de roulement d'exploitation) ;
- investissements industriels bruts (Capex brut) pour 1,23 M€ ;
- versement de dividendes pour 1,55 M€ ;
- Remboursement d'emprunt pour 6,00 M€ ;
- solde net des acquisitions de filiales de 1,24 M€.

IFRS (en M€)	30/06/2012	31/12/2011
Trésorerie à l'ouverture	49,48	36,94
CAF consolidée	5,94	9,00
Variation du BFR d'exploitation	(6,17)	8,28
Variation de la trésorerie d'exploitation	(0,23)	17,28
Acquisitions d'immobilisations	(1,23)	(3,36)
Cessions d'immobilisations	0,06	0,19
Variation des autres immobilisations financières	0,07	0,74
Trésorerie nette affectée aux acquisitions de filiales	(1,24)	(14,04)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(2,33)	(16,47)
Augmentation de capital	-	0,01
Dividendes versés	(1,55)	(2,11)
Souscriptions d'emprunts	-	16,70
Remboursements d'emprunts	(6,00)	(2,61)
Levée de stock-options	-	2,14
Acquisitions nettes d'actions propres	(0,36)	(2,45)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	(7,90)	11,69
Incidence de la variation des taux de change	0,05	0,03
Trésorerie à la clôture	39,06	49,48
Variation de trésorerie	(10,42)	12,53

3. PERSPECTIVES 2012

3.1. GARDER LE CAP

« DIGITAL & INTERNATIONAL »

En ce qui concerne la digitalisation, l'objectif moyen-terme est de faire passer la part des activités digitales dans la marge brute de HighCo de 15% à fin 2010 à 30%.

Au 30 juin 2012, le digital représente déjà près de 24 % de la marge brute du Groupe.

Les priorités des équipes de R&D / Lab en charge de l'innovation sont de gérer le développement de cinq chantiers majeurs sur les activités CONNECT SHOPPER (Webcoupon, Load to Card, Drive, Scanette, Facebook Coupon, Mobile) et poursuivre le chantier clé sur les activités PROCESS DATA (traitement dématérialisé des données promotionnelles).

Pour l'international, l'objectif moyen-terme est de faire passer la part des nouveaux pays (hors France et Belgique) dans la marge brute de HighCo de 2% à fin 2010 à 20%.

Au 30 juin 2012, les nouveaux pays représentent déjà près de 10 % de la marge brute du Groupe.

L'équipe de business développement international va poursuivre sa politique de duplication des solutions (principalement digitales) vers les nouveaux pays où le Groupe s'est implanté en 2011 (sept pays d'Europe centrale, Royaume-Uni).

Le groupe continue d'étudier de nouvelles possibilités de croissance externe en Europe et met en place des partenariats dans des zones à forte croissance (partenariat avec Intégral Shopper aux UAE, recherche de partenaires en Amérique du Sud et en Asie).

3.2. GUIDANCES 2012

En ce qui concerne l'exploitation :

- Amélioration de la tendance d'activité au S2 2012 (S1 à -10,7 %), attendue dès le 3^{ème} trimestre ;
- BNPA 2012 stable par rapport au BNPA 2011 (S1 à -16,8 %).

En ce qui concerne la gestion du cash-flow :

- Investissements industriels (Capex) revus entre 2 et 2,5 M€ en 2012 (1,2 M€ au S1 2012 et 3,4 M€ en 2011) ;
- Programme de rachat d'actions avec un objectif annuel revu entre 0,5 M€ et 1 M€ en 2012 (0,4 M€ au S1 2012 et 2,4 M€ en 2011) ;
- Acquisitions possibles au S2 2012.

3.3. PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE 2012

- L'évolution de l'environnement économique (croissance zéro en Europe, crise des dettes publiques de l'Europe du sud), du marché des dépenses de communication en Europe et son influence notamment sur les activités CONNECT SHOPPER de HighCo ;
- L'évolution des tendances de la consommation, de la confiance des ménages et son influence sur les activités traitement de données de HighCo (PROCESS DATA) ;
- L'évolution du paysage de la grande distribution en France et au Benelux (rapprochements, réorganisations internes) qui peuvent influencer sur le renouvellement ou la renégociation de contrats avec les distributeurs ;
- Le rythme de la poursuite de la montée en puissance des activités digitales de HighCo, la mise en place de partenariats clés avec des acteurs du marché digital ;
- La poursuite de l'intégration des acquisitions réalisées en 2011 en France (RC Médias) et à l'international (POS media, MRM) ;
- Les incertitudes quant au timing des possibles opérations de croissance externe du S2.

4. PRESENTATION DES RISQUES ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principaux risques et principales transactions avec les parties liées ont été présentés dans le document de référence 2011 (respectivement pages 121 à 133 et page 77) déposé auprès de l'AMF le 24/04/2012 et disponible sur le site Internet de la société (www.highco.fr).

Concernant plus particulièrement les risques de marché, une analyse au 30 juin 2012 est disponible dans l'annexe aux comptes consolidés semestriels (note 22).

B. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

Arrêtés par le Directoire en date du 21 août 2012 et présentés pour vérification et contrôle au Conseil de Surveillance de la société HighCo SA en date du 22 août 2012.

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en K€ (sauf résultats par action)	Notes	30/06/12	30/06/11
Chiffre d'affaires	1	66 312	69 198
Achats consommés et charges externes	2	(38 713)	(39 080)
Charges de personnel (dont frais de restructuration 2012 : 220 K€ ; 2011 : 519 K€)	3	(19 779)	(20 707)
Impôts et taxes		(695)	(718)
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	4	(1 031)	(854)
Autres produits d'exploitation		1 371	758
Autres charges d'exploitation		(187)	(353)
Résultat opérationnel courant	1	7 278	8 244
Autres produits et charges opérationnels	5	-	(544)
Résultat opérationnel	1	7 278	7 700
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		222	242
Coût de l'endettement financier brut		(118)	(57)
Coût de l'endettement financier net	6	104	186
Autres produits financiers	6	160	834
Autres charges financières	6	(82)	(328)
Charge d'impôt	7	(2 809)	(2 819)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(33)	23
Résultat net des activités poursuivies		4 618	5 596
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	8	-	17
Résultat net		4 618	5 614
– attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		4 653	5 658
– participations ne donnant pas le contrôle		(35)	(44)
Résultat des activités ordinaires (RAO) : résultat opérationnel courant (ROC) hors frais de restructuration	1	7 498	8 763
Résultat net par action en € (1)	9	0,44	0,53
Résultat net dilué par action en € (2)	9	0,44	0,52
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par action en € (1)	9	0,45	0,54
Résultat net dilué attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par action en € (2)	9	0,44	0,52

(1) Basé sur un nombre de titres moyen de 10 378 376 au 30/06/12 et de 10 497 211 au 30/06/11.

(2) Basé sur un nombre de titres moyen dilué de 10 593 809 au 30/06/12 et de 10 795 338 au 30/06/11.

Au 30 juin 2012, le résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession comprend le résultat net d'impôt de la société HighCo MARKETING HOUSE Italie.

Au 30 juin 2011, le résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession comprend le résultat net d'impôt des sociétés thebrandcity et HighCo MARKETING HOUSE Italie.

2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actif (en K€)	Notes	30/06/2012	31/12/11
Actif non courant			
Écarts d'acquisition nets	11	92 587	92 372
Immobilisations incorporelles nettes	12	2 253	1 657
Immobilisations corporelles nettes	13	4 025	4 261
Participations dans les entreprises associées	14	222	255
Autres actifs financiers non courants nets	14	3 032	3 090
Autres actifs non courants nets		130	151
Impôts différés actifs nets	7	2 198	2 330
Total actif non courant		104 447	104 116
Actif courant			
Stocks et en-cours nets	15	417	601
Avances et acomptes versés	16	545	1 939
Clients et comptes rattachés nets	16	43 104	51 757
Autres actifs courants nets	16	5 120	4 289
Créances d'impôt exigibles	16	552	165
Créances fiscales	16	7 790	10 397
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	39 084	49 478
Total actif courant		96 612	118 626
Actifs destinés à être cédés	18	33	33
Total actif		201 092	222 775

Passif (en K€)	Notes	30/06/12	31/12/11
Capitaux propres			
Capital social	19	5 605	5 605
Prime d'émission, de fusion, d'apport	19	26 129	26 129
Réserves consolidées	19	44 869	40 610
Résultat de l'exercice	19	4 653	5 760
Capitaux propres part du Groupe	19	81 257	78 104
Participations ne donnant pas le contrôle	20	380	415
Total capitaux propres		81 636	78 519
Passif non courant			
Dettes financières	21	1 289	1 422
Provisions pour risques et charges	24	690	613
Autres passifs non courants	21	4 866	6 547
Total passif non courant		6 845	8 582
Passif courant			
Dettes financières	21	14 026	19 794
Provisions pour risques et charges	24	856	885
Fournisseurs et autres créditeurs	21	35 154	44 091
Autres passifs courants	21	50 210	56 496
Dettes d'impôt exigibles	21	1 609	1 654
Dettes fiscales	21	10 737	12 734
Total passif courant		112 592	135 655
Total dettes		119 437	144 237
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	18	19	19
Total passif		201 092	222 775

Au 30 juin 2012, les actifs et les passifs destinés à la vente sont constitués des actifs et des passifs de la société HighCo MARKETING HOUSE Italie.

Au 31 décembre 2011, les actifs et les passifs destinés à la vente sont constitués des actifs et passifs des sociétés thebrandcity et HighCo MARKETING HOUSE Italie.

■ Variation des capitaux propres consolidés

En K€ (sauf nombre d'actions)	Nombre d'actions composant le capital	Capital	Primes	Autres réserves et résultat net	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 31/12/10	11 210 666	5 605	24 152	44 772	74 529	52	74 581
Levée de stock-options	-	160	1 978	-	2 138	-	2 138
Réduction de capital	-	(160)	-	(2 629)	(2 789)	-	(2 789)
Coût des actions gratuites	-	-	-	491	491	-	491
Actions autodétenues	-	-	-	1 616	1 616	-	1 616
Promesse d'achat	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	(8)	(8)	(2)	(10)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-	(2 104)	(2 104)	-	(2 104)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	5 666	5 666	(41)	5 625
Situation au 30/06/2011	11 210 666	5 605	26 129	47 805	79 540	10	79 549
Levée de stock-options	-	-	-	-	-	-	-
Réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-
Coût des actions gratuites	-	-	-	889	889	-	889
Actions autodétenues	-	-	-	(1 214)	(1 214)	-	(1 214)
Promesse d'achat	-	-	-	(883)	(883)	-	(883)
Autres	-	-	-	(448)	(448)	299	(149)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	222	222	106	327
Situation au 31/12/11	11 210 666	5 605	26 129	46 370	78 104	415	78 519
Levée de stock-options	-	-	-	-	-	-	-
Réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-
Coût des actions gratuites	-	-	-	287	287	-	287
Actions autodétenues	-	-	-	(357)	(357)	-	(357)
Promesse d'achat	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	(34)	(34)	-	(34)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-	(1 559)	(1 559)	-	(1 559)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	4 815	4 815	(35)	4 780
Situation au 30/06/12	11 210 666	5 605	26 129	49 522	81 257	380	81 636

■ État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€

	30/06/12	30/06/11
Résultat net	4 618	5 614
Écarts de conversion	162	12
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises associées	-	-
Impôts différés	-	2
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	162	13
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 780	5 627
Dont résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres – part du Groupe	4 815	5 668
Dont résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres – part des minoritaires	(35)	(41)

3. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Notes	30/06/12	31/12/11	30/06/11
Résultat net		4 618	5 821	5 614
Résultat des activités abandonnées	8	-	(28)	(17)
Dotations et reprises	11, 12, 13, 14, 24	881	1 839	428
Charges et produits calculés liés aux paiements par actions	3	287	1 380	491
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		33	(83)	(23)
Impôts différés	7	132	65	76
Résultat net de cession d'actifs		(9)	1	(459)
Capacité d'autofinancement consolidée		5 942	8 996	6 109
Capacité d'autofinancement consolidée		5 942	8 996	6 109
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	25	(6 174)	8 286	2 690
Variation de la trésorerie d'exploitation		(233)	17 281	8 798
Acquisitions d'immobilisations	12, 13	(1 226)	(3 359)	(1 718)
Cessions d'immobilisations	12, 13	60	191	39
Variation des autres immobilisations financières	14	73	740	1 079
Trésorerie nette affectée aux acquisitions de filiales		(1 240)	(14 038)	(800)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement		(2 333)	(16 466)	(1 400)
Augmentation de capital		-	12	-
Dividendes versés		(1 547)	(2 106)	(2 105)
Souscription d'emprunts	21	-	16 697	1 356
Remboursement d'emprunts	21	(6 000)	(2 610)	(1 817)
Levée de stock-options		-	2 138	2 138
Acquisitions nettes d'actions propres		(357)	(2 445)	(1 173)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement		(7 904)	11 685	(1 601)
Incidence de la variation des taux de change		51	35	-
Variation de la trésorerie		(10 419)	12 535	5 798
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	17	49 474	36 939	36 939
Incidence IFRS 5 sur les disponibilités		-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	17	39 055	49 474	42 737
Variation		(10 419)	12 535	5 798

C. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

Pour les besoins de la présente annexe, les termes « HighCo », « la Société » et « le Groupe » désignent l'ensemble formé par la société HighCo SA et ses filiales.
HighCo SA est une société anonyme cotée sur le compartiment C de NYSE Euronext Paris (code ISIN : FR0000054231), immatriculée et domiciliée en France.

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés semestriels de HighCo au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels de HighCo, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012 et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- amendement IFRS 7 – Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers, applicable aux exercices ouverts après le 1er juillet 2011 ;
- amendement IAS 12 – Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents, applicable à partir du 1er janvier 2012.

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2012.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2012, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- amendements IAS 1 : présentation des autres éléments du résultat global (applicable au 1er juillet 2012) ;
- amendements IAS 19 : avantages du personnel (applicable au 1er janvier 2013).

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2012 :

- amendements IFRS 7 : informations en annexe : compensation des actifs et passifs financiers (applicable au 1er janvier 2013) ;
- IFRS 9 : instruments financiers – norme devant progressivement remplacer IAS 39 (applicable au 1er janvier 2015) ;

- IFRS 10 : états financiers consolidés (applicable au 1er janvier 2013) ;
- IFRS 11 : partenariat (applicable au 1er janvier 2013) ;
- IFRS 12 : informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable au 1er janvier 2013) ;
- IFRS 13 : évaluation de la juste valeur (applicable au 1er janvier 2013) ;
- amendement IAS 12 : recouvrement des actifs sous-jacents (applicable au 1er janvier 2012) ;
- IAS 28 révisée : participations dans des entreprises associées et des co-entreprises (applicable au 1er janvier 2013) ;
- amendement IAS 32 : compensation des actifs et passifs financiers (applicable au 1er janvier 2014) ;
- annual improvements (cycle 2009-2011) : améliorations annuelles portées à différentes normes / texte publié par l'IASB le 17 mai 2012 (applicable au 1er janvier 2013) ;
- IFRIC 20 : frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert (applicable au 1er janvier 2013).

Le processus de détermination par le Groupe des impacts potentiels de l'application de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe, la situation financière, la variation de trésorerie et le contenu des annexes aux comptes est en cours. Nous n'anticipons pas, à ce stade de notre réflexion, d'impact matériel pour le Groupe, à l'exception de la norme IFRS 11.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le Directoire en date du 21 août 2012 et examinés par le Conseil de Surveillance du 22 août 2012.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'engagement et du principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur, conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

Les états financiers sont établis en euros (€) et présentés en milliers d'euros (K€) ; toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche, sauf mention contraire.
Toutes les sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre, à l'exception des filiales britanniques et d'une participation mise en équivalence dont la date de clôture annuelle est le 30 juin.

Hypothèses et estimations

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction a recours à des estimations et à des hypothèses fondées sur les meilleures connaissances de la situation actuelle et future à cette période. Toutefois, les résultats pourraient être

différents de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sont révisées régulièrement et les incidences de toute modification sont immédiatement comptabilisées en résultat. Les principales estimations et hypothèses relatives à des événements futurs et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours de l'exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-dessous.

■ Dépréciation d'actifs non financiers et tests de perte de valeur

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif non financier puisse avoir subi une perte de valeur. Le *goodwill* et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de perte de valeur, au moins une fois par an, et à toute occasion dès lors qu'existe un indice de dépréciation. Les autres actifs non financiers font l'objet d'un test de perte de valeur lorsque les indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre de ses calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs. Des détails complémentaires sont communiqués dans la note 11 de la présente annexe (page 30).

■ Paiements fondés sur les actions

Le Groupe évalue le coût des transactions menées avec des membres du personnel et les dirigeants, réglées en instruments de capitaux propres, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date à laquelle ils ont été attribués. L'estimation de la juste valeur requiert de recourir au modèle d'évaluation le plus approprié aux termes et modalités d'attribution. Cet exercice requiert également de retenir, à titre de facteurs d'évaluation du modèle, les hypothèses d'évaluation les plus appropriées en matière de durée de vie de l'option, de volatilité et de niveau de dividendes attendus. Les hypothèses et modèles retenus sont communiqués dans la note 10 de la présente annexe (page 29).

■ Impôts différés actifs

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations à la fois sur la période de consommation des reports déficitaires, et sur le niveau des bénéfices imposables futurs, au regard des stratégies en matière de gestion fiscale. La valeur comptable

des impôts différés actifs relatifs à des pertes fiscales reconnues au 30 juin 2012 est de 1,30 M€ (31 décembre 2011 : 1,35 M€) et le montant des reports fiscaux déficitaires n'ayant pas fait l'objet de l'activation d'un impôt différé actif s'élève à 12,32 M€ (31 décembre 2011 : 12,17 M€). De plus amples détails sont communiqués dans la note 7 de la présente annexe (page 26).

■ Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La détermination du montant de ces provisions requiert de formuler des hypothèses et de retenir des estimations sur les niveaux de coûts attendus ainsi que sur la période durant laquelle la sortie de ressources interviendra. Le montant total des provisions pour risques et charges comptabilisées au 30 juin 2012 est de 1 546 K€ (31 décembre 2011 : 1 498 K€). De plus amples détails sont communiqués dans la note 24 de la présente annexe (page 40).

Information comparative

Les comptes présentés en comparatif sont retraités des données liées à l'entité cédée ou à l'activité abandonnée.

Les éléments afférents à cette entité apparaissent sur une ligne distincte dans l'état de la situation financière et au compte de résultat.

Consolidation

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Quand il y a perte de contrôle d'une filiale, les états financiers consolidés de l'exercice comprennent les résultats de la période pendant laquelle le Groupe en avait le contrôle.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

■ Filiales

Les états financiers des sociétés dans lesquelles HighCo exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste à substituer la totalité des actifs et des passifs de ces filiales à la valeur des titres de participation dans l'état de la situation financière et à incorporer, dans le compte de résultat, la totalité de leurs charges et produits en reconnaissant les droits des minoritaires dans les réserves et le compte de résultat.

■ Coentreprises

Les états financiers des sociétés dans lesquelles HighCo exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel sont consolidés suivant la méthode d'intégration proportionnelle. Le Groupe combine sa quote-part dans tous les actifs, passifs, produits et charges de l'entité contrôlée conjointement ligne à ligne avec les postes semblables de ses états financiers consolidés.

■ Entreprises associées

Les états financiers des sociétés dans lesquelles HighCo exerce une influence notable, sans en assurer le contrôle, sont consolidés par mise en équivalence. En application de cette méthode, l'investissement dans une entreprise associée est initialement comptabilisé au coût augmenté ou diminué des changements postérieurs à l'acquisition dans la quote-part d'actif net de l'entreprise associée détenue par le Groupe. L'écart d'acquisition lié à une entreprise associée est inclus dans la valeur comptable de la participation et il n'est pas amorti. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets qui ne sont pas détenus par le Groupe.

Ils sont présentés séparément dans le compte de résultat et, dans les capitaux propres de l'état de la situation financière, séparément des capitaux propres attribuables à la société mère.

Transactions en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. À chaque clôture :

- les éléments monétaires libellés en devises sont convertis au taux de la date de clôture ;
- les éléments non monétaires évalués au coût historique sont convertis en utilisant le taux historique à la date de transaction ;
- les éléments non monétaires évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le taux à la date de la détermination de la juste valeur.

Les différences de change naissant de ces conversions sont comptabilisées en charges ou en produits de l'exercice, à l'exception des écarts de conversion concernant les financements des investissements nets dans certaines filiales étrangères qui sont comptabilisés en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » jusqu'à la date de cession de la participation.

Conversion des états financiers en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de chaque entité du Groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère, identique à la monnaie locale. Les comptes des filiales situées hors zone euro et exprimés en monnaie fonctionnelle sont convertis en euro, monnaie de présentation des comptes consolidés du groupe HighCo.

Les modalités de conversion sont :

- les actifs et passifs sont convertis au cours de clôture en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de change de la période.

Les écarts de conversion résultant de l'application de ces taux sont inscrits, pour la part revenant au Groupe, dans le poste « Réserves consolidées – écarts de conversion » et, pour la part des tiers, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) ».

L'écart d'acquisition et les ajustements à la juste valeur d'actifs et passifs résultant de la comptabilisation d'une acquisition d'une entité étrangère sont exprimés dans la monnaie de fonctionnement de l'entreprise acquise, et convertis au cours de clôture.

Le tableau ci-dessous récapitule les taux de conversion utilisés sur 2012 :

Devise	Taux de clôture 30/06/12	Taux moyen 1 ^{er} semestre 2012
Livre sterling (GBP)	0,8068	0,8226
Couronne tchèque (CZK)	25,6400	25,1790
Forint hongrois (HUF)	287,7700	295,6000
Zloty polonais (PLN)	4,2488	4,2476
Livre turque (TRY)	2,2834	2,3369
Hryvnia ukrainienne (UAH)	9,9706	10,4590

Écarts d'acquisition

Lors d'un regroupement d'entreprises, toute différence entre son coût et les intérêts de HighCo dans la juste valeur des actifs acquis, des passifs et des passifs identifiables assumés est comptabilisée à la date d'acquisition :

- à l'actif en écart d'acquisition si le coût est supérieur à la juste valeur de la quote-part des actifs et des passifs acquis ;
- en résultat en autres produits opérationnels si le coût est inférieur à la juste valeur de la quote-part des actifs acquis, des passifs et des passifs identifiables assumés après réexamen de leur juste valeur.

Le Groupe a la possibilité d'opter, transaction par transaction, à la date d'acquisition, pour une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur (*goodwill* complet), soit à la quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les frais connexes à une opération d'acquisition sont comptabilisés en résultat des périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus.

Dès la date d'acquisition, l'écart d'acquisition positif est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

Si l'écart d'acquisition a été affecté à une UGT (ou à un groupe d'UGT) et si une activité au sein de cette unité est cédée, l'écart d'acquisition lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. L'écart d'acquisition ainsi cédé est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'UGT conservée.

Les ajustements de valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire sont comptabilisés comme un ajustement rétrospectif de l'écart d'acquisition s'ils interviennent dans la période de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat, sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs. Dans ces cas précis, l'écart d'acquisition est ajusté.

Lors de l'acquisition de sociétés, des contrats prévoyant des compléments de prix sont généralement mis en place (*earn out*). Ces *earn out* sont comptabilisés en complément du coût d'acquisition des titres avec pour contrepartie une dette financière dès lors que les versements sont probables et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

L'estimation de ces engagements est revue à chaque clôture sur la base de la formule prévue au contrat, formule qui est appliquée aux dernières données disponibles. Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

En ce qui concerne les engagements de rachat d'intérêt ne donnant pas le contrôle contractés concomitamment à des regroupements d'entreprise, dans l'attente d'une interprétation IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, le traitement comptable suivant a été retenu en application des normes IFRS en vigueur et en conformité avec la recommandation de l'AMF :

- lors de la comptabilisation initiale, ces engagements sont comptabilisés en dettes financières avec pour contrepartie l'écart d'acquisition ;
- la variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement des capitaux propres considérant qu'il s'agit d'une transaction entre actionnaires.

Dépréciation des actifs

Pour les immobilisations amortissables, un test de perte de valeur est effectué uniquement si des indices externes ou internes de perte de valeur apparaissent. Les écarts d'acquisition

et les immobilisations incorporelles à durée indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif ou du plus petit groupe d'actifs concernés auquel l'actif se rattache (unité génératrice de trésorerie, ou UGT) à la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Cette valeur recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT en question.

Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Si la valeur recouvrable ainsi définie est inférieure à la valeur nette comptable, la différence constatée est alors comptabilisée comme une dépréciation dans l'état de la situation financière avec pour contrepartie une charge dans le compte de résultat.

Impôts

Les impôts différés ont été calculés sur les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et des passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables des sociétés du Groupe lorsqu'il y a une forte probabilité de récupération de ces déficits.

En application du report variable, l'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs, ou en capitaux propres si la transaction initiale avait été comptabilisée directement en capitaux propres.

Les créances et les dettes d'impôt dans l'état de la situation financière sont compensées pour chaque entité fiscale lorsqu'elles se rapportent à un même type d'impôt et à une même juridiction.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué par la réalisation de prestations de services pour des tiers (création, consulting, gestion d'espaces publicitaires, gestion de coupons...), déduction faite de tous rabais, remises et ristournes commerciaux. Le chiffre d'affaires d'une prestation de services est comptabilisé au fur et à mesure de sa réalisation selon la méthode de l'avancement.

La commercialisation d'espaces publicitaires sur le point de vente ne correspond pas à des entrées brutes d'avantages économiques reçus ou à recevoir par l'entreprise pour son propre compte dans la mesure où elle opère en tant que mandataire.

Seules les commissions liées à la commercialisation d'espaces publicitaires sur le point de vente sont comptabilisées en chiffre d'affaires.

Marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires diminué des coûts directs sur ventes.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Conformément à la recommandation du CNC 2009-R.03, le résultat opérationnel courant est défini par différence entre le résultat opérationnel total et les autres produits et charges opérationnels.

Le résultat opérationnel courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'entreprise.

Les éléments qui n'en font pas partie – c'est-à-dire les autres produits et charges opérationnels – ne peuvent être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires, mais correspondent aux événements inhabituels, anormaux.

Résultat des activités ordinaires (RAO)

Le résultat des activités ordinaires, indicateur non IFRS, correspond au résultat opérationnel courant défini ci-dessus hors frais de restructuration.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges. Une immobilisation résultant de frais de développement sur la base d'un projet individuel est comptabilisée lorsque le Groupe peut démontrer la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente, son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre, la façon dont cet actif générera des avantages économiques futurs, la disponibilité de ressources pour achever le développement et la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

Après leur comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont évaluées en utilisant le modèle du coût, ce qui nécessite que les actifs soient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes futures relatives au projet. Des frais de recherche et développement ont été comptabilisés en immobilisation en cours pour 0,5 M€, au 30 juin 2012.

Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations incorporelles sont présentées dans l'état de la situation financière à leur coût d'acquisition diminué de l'amortissement et de toute dépréciation constatée.

Le coût d'acquisition correspond :

- dans le cas d'une acquisition directe, à son coût d'achat net (incluant les coûts directement attribuables pour préparer l'immobilisation à son utilisation finale) ;
- dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à sa juste valeur à la date du regroupement.

À l'exception des coûts de développement, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charges l'année au cours de laquelle elles sont encourues.

Les profits et les pertes résultant de la décomptabilisation d'un actif incorporel sont déterminés comme la différence entre les produits nets de cession et la valeur comptable de l'actif. Ils sont enregistrés dans le compte de résultat quand l'actif est décomptabilisé.

Les immobilisations incorporelles de HighCo sont composées principalement de logiciels. Ces logiciels sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilité (de un à quatre ans) et ont une valeur résiduelle égale à zéro à la fin de leur durée d'utilité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées dans l'état de la situation financière à leur coût historique (c'est-à-dire le coût d'acquisition net diminué de l'amortissement cumulé et de toute dépréciation constatée). Les dépenses ultérieures engagées pour une immobilisation corporelle sont incorporées au coût de celle-ci uniquement si elles augmentent les avantages économiques futurs de cette immobilisation.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité respectives, soit :

- agencement : de trois à dix ans ;
- matériel industriel : sept ans ;
- aménagement et installations : de sept à dix ans ;
- matériel de transport : de quatre à cinq ans ;
- mobilier, matériel de bureau et informatique : de quatre à sept ans.

La durée d'utilité de chaque type d'immobilisation corporelle est revue régulièrement. À la fin de leur durée d'utilité, ces immobilisations ont une valeur résiduelle nulle.

Les biens détenus par le biais d'un contrat de location-financement sont comptabilisés avec les actifs immobilisés de même nature.

L'actif loué est amorti sur la plus courte durée entre la durée du contrat et sa durée d'utilité estimée.

Coûts d'emprunt

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale. Le délai de règlement observé à ce jour étant relativement court, aucune actualisation de créance n'a été nécessaire.

Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances.

Par ailleurs, certaines sociétés du Groupe ont souscrit une assurance recouvrement auprès de la Société française d'assurance-crédit (Sfac).

Stocks et en-cours

■ Stocks de matières premières et de marchandises

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût d'entrée et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé en appliquant la méthode du « premier entré-premier sorti ». La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé, diminué de l'ensemble des frais d'achèvement et des frais de vente et de distribution estimés.

■ En-cours

Les travaux en cours sont évalués au plus faible du coût engagé dans la prestation du service et du prix de facturation final diminué des frais d'achèvement.

Affacturage

HighCo procède à des conventions d'affacturage avec recours. Dans le cadre de ces conventions, HighCo transmet une partie de ses créances auprès d'affactureurs contre règlement de leur montant sous déduction de commissions et d'agios.

Lors de la cession de créances commerciales du Groupe à un affactureur, le Groupe conserve les risques liés aux créances cédées.

Elles sont conservées dans l'état de la situation financière tant que le recouvrement par l'affactureur n'a pas eu lieu, avec pour contrepartie la comptabilisation d'une dette financière.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent aux soldes des comptes bancaires, à la caisse, aux dépôts et aux placements monétaires à court terme tels que les OPCVM monétaires ayant une durée n'excédant pas trois mois.

Avantages au personnel

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts sont estimés en utilisant

la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle.

La méthode du corridor n'est pas appliquée, tous les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat.

Location

■ Location-financement

Les contrats de location conférant au Groupe, preneur, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont qualifiés de « location-financement ».

Ainsi, à la date de début de la location, l'actif loué est activé dans l'état de la situation financière : comptabilisation d'un actif dans les immobilisations corporelles et d'un passif dans les emprunts pour un montant correspondant au plus faible entre sa juste valeur (prix de marché) et la valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer.

Le passif financier est amorti selon un échéancier défini à l'origine, en application d'un taux d'intérêt constant, et une charge financière, au titre des intérêts, est comptabilisée dans le compte de résultat de chaque période.

L'actif loué est amorti sur la plus courte durée entre la durée du contrat et sa durée d'utilité estimée.

■ Location simple

Les autres contrats de location dans lesquels le Groupe est preneur sont qualifiés de « location simple ». Les redevances de loyer au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges sur une base linéaire pendant la durée du contrat.

Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont comptabilisés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. Tout montant résultant de la dépréciation, de la cession, de l'émission ou de l'annulation de titres d'autocontrôle est comptabilisé en déduction des capitaux propres consolidés, sans passer par le résultat de l'exercice.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de l'exercice durant lequel ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires.

Au titre de l'exercice 2009, un dividende de 0,15 € par action a été voté par l'Assemblée générale du 25 juin 2010 et mis en paiement en juillet 2010.

Au titre de l'exercice 2010, un dividende de 0,20 € par action a été voté par l'Assemblée générale du 6 juin 2011 et mis en paiement en juin 2011.

Au titre de l'exercice 2011, un dividende de 0,15 € par action a été voté par l'Assemblée générale du 18 juin 2012 et mis en paiement en juin 2012.

Paielements en actions

Le Groupe a mis en place des programmes d'attribution de stock-options sur les titres de la société mère HighCo SA à ses salariés et aux membres de son Directoire.

La valeur des stock-options est déterminée à la date d'attribution selon le modèle binomial de Cox, Ross et Rubinstein. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La juste valeur totale ainsi déterminée est étalée de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits du plan en question.

La charge cumulée enregistrée pour ces transactions à chaque fin d'exercice jusqu'à la date d'acquisition des droits est le reflet de l'écoulement de cette période d'acquisition et de la meilleure estimation du Groupe, à cette date, du nombre d'instruments qui vont être acquis. La charge ou le produit reconnu dans le résultat de la période correspond à la différence entre charges cumulées à la fin de la période et charges cumulées au début de la période.

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits permettant l'exercice des options restent à acquérir au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la charge totale est évaluée sur la base du cours de l'action HighCo à la date d'attribution ajustée de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur et répartie linéairement sur la période d'acquisition des droits.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition, puis leur traitement comptable à chaque clôture suit les règles suivantes, selon la nature de l'instrument financier.

■ Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les valeurs mobilières de placement du Groupe, composées principalement de Sicav monétaires, ont été classées par

le Groupe en instruments financiers à la juste valeur (valeur de marché) par résultat.

Ces instruments sont valorisés dans l'état de la situation financière à leur valeur de marché à la date de clôture, et, à chaque clôture, la variation de la juste valeur de ces instruments a pour contrepartie le résultat.

■ Actifs financiers disponibles à la vente

Les titres non consolidés sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Après la comptabilisation initiale, les titres non consolidés sont classés dans la catégorie « disponibles à la vente » et sont évalués à la juste valeur.

■ Prêts et créances

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat lorsque les prêts et les créances sont décomptabilisés ou dépréciés et par le processus d'amortissement.

■ Dépréciation des actifs financiers

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture si un actif financier ou un groupe d'actifs financiers doit être déprécié.

■ Actifs financiers comptabilisés au coût amorti

S'il existe des indications objectives d'une perte de valeur sur des prêts et des créances comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat.

■ Actifs financiers comptabilisés au coût

S'il existe une indication objective de dépréciation d'un instrument de capitaux propres non coté qui n'est pas comptabilisée à la juste valeur parce que celle-ci ne peut être mesurée de façon fiable, ou d'un actif dérivé lié à un tel instrument de capitaux propres non coté et devant être réglé par livraison de cet instrument, le montant de la perte de valeur de cet actif financier est égal à la différence entre sa valeur comptable et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés déterminés au taux d'intérêt courant du marché pour un actif financier similaire.

■ Emprunts portant intérêts

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les dettes financiers porteurs d'intérêts sont mesurés à leur juste valeur, sur laquelle sont imputés les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif. À chaque clôture,

ces prêts et emprunts sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais et les primes d'émission d'emprunts, ainsi que les primes de remboursement, sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont donc constatés en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie du passif.

■ Couverture

Le Groupe n'a pas d'instrument financier qualifié comptablement de couverture.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant l'exercice, en excluant les actions d'autocontrôle déduites des capitaux propres.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice corrigé des charges ou des produits relatifs aux actions potentielles par la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant l'exercice, en excluant les actions d'autocontrôle déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription d'actions et les actions gratuites.

Provisions

Le Groupe constate une provision lorsqu'il a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé à la clôture de l'exercice, laquelle exigera, selon toute probabilité, une sortie de ressources pour l'éteindre, dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement des états financiers consolidés.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme une charge financière.

Information sectorielle

L'information sectorielle au sens d'IFRS 8 est communiquée sur la base des secteurs géographiques. Le découpage sectoriel reflète la structure opérationnelle et managériale du Groupe. Les indicateurs clés de performance du Groupe sont mensuellement contrôlés par le Directoire.

Actifs non courants destinés à être cédés et abandons d'activités

Une activité destinée à être cédée est un composant clairement distinguable du Groupe qui a été soit cédé, soit classé comme détenu pour être cédé et qui représente une ligne distincte d'activité ou une partie géographique d'opérations ou est une filiale acquise exclusivement dans le but d'être revendue.

Les actifs classés comme détenus pour être cédés sont présentés de façon distincte dans l'état de la situation financière et les résultats d'activités discontinuées sont présentés distinctement dans le compte de résultat.

Actifs courants/non courants et passifs courants/non courants

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en actifs courants, de même que les actifs détenus pour être cédés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs sont classés en actifs non courants.

Les passifs détenus à des fins de transaction, réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en passifs courants.

Tous les autres passifs sont classés en passifs non courants.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION SUR LE PREMIER SEMESTRE 2012

2.1. ÉVOLUTION

– Février 2012 : cession de l'activité field marketing in-store à Globe Groupe.

– Juin 2012 : radiation définitive de la société thebrandcity.

2.2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2012, HighCo est constituée des sociétés suivantes :

Raison sociale	Forme	Numéro Siren	Capital (en €)	Siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
France							
HighCo	SA	353 113 566	5 605 333	Aix-en-Provence, France	Société mère	Société mère	Société mère
BleuRoy.com	SAS	441 474 285	52 500	Aix-en-Provence, France	100,00%	100,00%	Intégration globale
Création & Distribution	SAS	421 175 720	38 120	Paris, France	100,00%	100,00%	
High Connexion	SAS	502 539 794	37 000	Villeurbanne, France	51,00%	50,84%	
HighCo 3.0	SA	428 950 125	109 647	Paris, France	99,69%	99,69%	
HighCo DATA France	SA	403 096 670	636 967	Aix-en-Provence, France	100,00%	99,99%	
HighCo DOCS	SAS	402 948 434	1 232 000	Aix-en-Provence, France	100,00%	100,00%	
HighCo EDITING	SAS	491 880 209	150 371	Aix-en-Provence, France	100,00%	100,00%	
HighCo MARKETING HOUSE France	SAS	422 570 812	100 814	Paris, France	100,00%	100,00%	
HighCo VENTURES	SAS	431 548 239	38 200	Aix-en-Provence, France	100,00%	99,99%	
Media Cosmos	SA	421 176 090	363 240	Paris, France	100,00%	100,00%	
PROD By HighCo SHOPPER	SAS	491 272 134	37 000	Aix-en-Provence, France	100,00%	100,00%	
RC Médias	SAS	441 995 685	202 500	Paris, France	80,00%	80,00%	
In'ovations	SAS	410 307 888	38 112	Paris, France	100,00%	100,00%	
Régie Media Trade	SAS	428 251 862	40 000	Paris, France	50,00%	50,00%	Intégration proportionnelle
userADgents	SAS	432 694 735	47 935	Paris, France	49,06%	48,91%	Mise en équivalence
WND Sport	SA	387 648 694	45 735	Paris, France	20,00%	20,00%	
International							
HighCo DATA Benelux	NV	RC Nivelles n° 052569	211 470	Asse, Belgique	100,00%	100,00%	Intégration globale
HighCo DATA Espagne	SL	RC Madrid vol. 27689	7 525	Pozuelo de Alarcón, Espagne	60,00%	60,00%	
HighCo DIGITAL Benelux	SPRL	0811068567	365 000	Asse, Belgique	100,00%	100,00%	
HighCo INFOSHELF	NV	RC Bruxelles n° 597641	62 000	Asse, Belgique	100,00%	100,00%	
HighCo Management Spain	SLU	RC Madrid vol. 18537	1 843 445	Pozuelo de Alarcón, Espagne	100,00%	100,00%	
HighCo SHOPPER Spain	SLU	RC Madrid vol. 9665	3 005	Pozuelo de Alarcón, Espagne	100,00%	100,00%	
HighCo MARKETING HOUSE Italie	Srl	04275850966	55 000	Milan, Italie	100,00%	100,00%	
HighCo SHELF SERVICE	NV	RC Bruxelles n° 552036	198 500	Asse, Belgique	100,00%	100,00%	
Finishing Touches	Ltd	5410649	1 197	Market Harborough, R- U	100,00%	100,00%	
Multi Resource Marketing	Ltd	04716827	37 112	Market Harborough, R- U	100,00%	100,00%	
Multi Resource Marketing Holdings	Ltd	07452258	119 717	Market Harborough, R- U	100,00%	100,00%	
Publi Info	NV	453 754 419	61 973	Ekeren, Belgique	100,00%	100,00%	
Scan ID	BVBA	475 109 067	37 200	Asse, Belgique	100,00%	100,00%	
ScanCoupon Belgique	NV	RPM Dendermonde 0877271760	61 500	Asse, Belgique	100,00%	100,00%	
Shelf Luxembourg	SARL	445 834 269	25 000	Luxembourg, Luxembourg	100,00%	100,00%	
POS Media	BV	08152125	225 000	Hengelo, Pays-Bas	48,25%	48,25%	Intégration proportionnelle

La société HighCo MARKETING HOUSE Italie est classée en activités arrêtées ou en cours de cession ; les données afférentes ont fait l'objet de retraitements dans les comptes au 30 juin 2012 (voir note 18, page 33).

Les participations non consolidées sont détaillées en note 14 (page 32).

3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT ET A L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Note 1. Information sectorielle

en K€	France	International	Actifs non courants destinés à la vente et activités abandonnées	Éléments non affectables	Total	France	International	Actifs non courants destinés à la vente et activités abandonnées	Éléments non affectables	Total
	30/06/2012					30/06/2011				
Chiffre d'affaires	41 052	25 260	-	-	66 312	46 926	22 271	-	-	69 198
Marge brute	20 675	16 191	-	-	36 866	22 321	15 468	-	-	37 789
Résultat des activités ordinaires	4 924	2 574	-	-	7 498	6 153	2 610	-	-	8 763
Résultat opérationnel courant	4 704	2 574	-	-	7 278	5 923	2 321	-	-	8 244
Résultat opérationnel	4 704	2 574	-	-	7 278	5 923	2 321	-	(544)	7 700
Résultat avant impôt	4 672	2 574	-	181	7 427	5 946	2 321	17	148	8 432
	30/06/2012					31/12/2011				
Actifs sectoriels (hors impôt)	96 036	60 157	33	42 116	198 342	107 122	60 557	33	52 568	220 280
Écarts d'acquisition	49 905	42 682	-	-	92 587	49 905	42 466	-	-	92 372
Immobilisations incorporelles	922	1 331	-	-	2 253	331	1 326	-	-	1 657
Immobilisations corporelles	1 864	2 161	-	-	4 025	1 965	2 296	-	-	4 261
Autres actifs non courants	222	131	-	3 032	3 385	255	151	-	3 090	3 496
Passifs sectoriels (hors impôt)	91 004	11 509	19	15 314	117 846	107 632	13 735	19	21 216	142 602
Investissements sectoriels	997	473	-	-	1 470	2 177	1 846	-	-	4 024

L'information sectorielle au sens d'IFRS 8 est communiquée sur la base des secteurs géographiques. Le découpage sectoriel reflète la structure opérationnelle et managériale du Groupe. Les indicateurs clés de performance du Groupe sont mensuellement contrôlés par le Directoire.

Le secteur « France » comprend les sociétés suivantes :

HighCo DOCS, HighCo EDITING, « Media Cosmos » (Media Cosmos, Création & Distribution et Régie Media Trade), HighCo MARKETING HOUSE France, In'ovations, HighCo 3.0, High Connexion, BleuRoy.com, PROD by HighCo SHOPPER, HighCo VENTURES, HighCo DATA France et RC Médias.

Le secteur « International » comprend les sociétés suivantes :

HighCo SHELF SERVICE, HighCo INFOSHELF, HighCo DATA Benelux, Publi Info, ScanCoupon Belgique, HighCo DIGITAL Benelux, Scan ID, Shelf Luxembourg, HighCo SHOPPER Spain, HighCo DATA Espagne, HighCo Management Spain,

Multi Resource Marketing Holdings, Multi Resource Marketing, Finishing Touches et POS Media.

Les charges opérationnelles de la holding sont affectées au prorata de la marge brute du secteur sur la marge brute consolidée, la marge brute étant l'agrégat de gestion référent pour HighCo, afin de mesurer la performance brute de son activité.

Note 2. Achats consommés et charges externes

En K€	30/06/12	30/06/11
Sous-traitance	(25 301)	(26 912)
Matières premières et marchandises	(123)	(364)
Achats non stockés	(1 493)	(691)
Achats consommés	(26 917)	(27 967)
Autres charges externes	(5 558)	(5 231)
Services extérieurs	(6 238)	(5 882)
Charges externes	(11 796)	(11 113)
Achats consommés et charges externes	(38 713)	(39 080)

Note 3. Frais de personnel

En K€	30/06/12	30/06/11
Salaires et traitements	(13 786)	(14 114)
Charges sociales	(5 342)	(5 403)
Frais de restructuration	(220)	(519)
Participation des salariés	(147)	(182)
Coût d'attribution des actions gratuites	(287)	(491)
Indemnités de départ à la retraite	3	3
Charges de personnel	(19 779)	(20 707)

Note 4. Dotations nettes aux amortissements et provisions

En K€	30/06/12	30/06/11
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(395)	(297)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(497)	(431)
Dotations aux amortissements sur crédit-bail	(125)	(115)
Dotations aux provisions	(89)	(108)
Reprises sur provisions	75	96
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(1 031)	(854)

Note 5. Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/12	30/06/11
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-
Autres produits et charges	-	(544)
Autres produits et charges opérationnels	-	(544)

Les autres produits et charges opérationnels au 30 juin 2011 correspondaient aux frais d'acquisition (frais d'audits, de conseil et avocats) engagés pour l'achat des sociétés Multi Resource Marketing Limited, POS Media et RC Médias.

Note 6. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

En K€	30/06/12	30/06/11
Produits sur cessions de valeurs mobilières de placement	222	242
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	222	242
Charges d'intérêts	(118)	(57)
Coût de l'endettement financier brut	(118)	(57)
Coût de l'endettement financier net	104	186
Produits des participations	26	-
Reprises sur provisions pour dépréciations	10	50
Autres produits	124	784
Autres produits financiers	160	834
Dotations aux provisions pour dépréciations	(19)	-
Autres charges	(63)	(328)
Autres charges financières	(82)	(328)
Autres produits et charges financiers	78	507

Note 7. Charge d'impôt

■ Détermination de la charge d'impôt consolidé

En K€	30/06/12
Impôt exigible théorique	(3 033)
– Primes d'intégration fiscale	(356)
= Impôts exigibles	(2 677)
+ Variation d'impôts différés	(132)
Charge d'impôt consolidé	(2 809)

En France, HighCo est la société tête de groupe d'une intégration fiscale.

Les filiales intégrées fiscalement sont : HighCo VENTURES, PROD by HighCo SHOPPER, HighCo DOCS, HighCo EDITING, HighCo 3.0, HighCo MARKETING HOUSE France, In'ovations, BleuRoy.com, HighCo DATA France, Création & Distribution et Media Cosmos.

Au 30 juin 2012, les primes d'impôt de l'intégration fiscale française représentent 0,36 M€.

■ Preuve d'impôt

En K€	Base d'impôt	Impôt 30/06/12
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	4 618	
Résultat des sociétés associées	(33)	
Impôt sur les sociétés	(2 809)	
Résultat avant impôt	7 459	
Taux d'imposition français		33,33%
Charge d'imposition consolidée théorique		(2 486)
Différence de taux des filiales étrangères		17
Différences permanentes		(66)
Utilisation de déficits antérieurs non activés		21
Génération de déficits non activés		(71)
Activation de déficits antérieurs		-
CVAE		(217)
Autres		(7)
Charge d'impôt consolidé		(2 809)

■ Détail des impôts différés actifs et passifs

En K€	31/12/11	Variations	30/06/12
Impôts différés actifs			
Organic, effort construction	376	(252)	124
Participation des salariés	282	(135)	147
Déficit reportable	4 056	(153)	3 903
Crédit-bail	(1)	5	4
Avantage du personnel	549	-	549
Clause de retour à meilleure fortune	33	-	33
Droits d'enregistrement	7	(4)	3
Autres provisions	-	-	-
Frais d'acquisition	1 095	(158)	937
Actions propres, actions gratuites	1 156	-	1 156
Autres immobilisations incorporelles	3	(1)	2
Total assiette d'impôts différés actifs	7 557	(698)	6 859
Taux d'impôts différés	33,33%		33,33%
Taux d'impôts différés (sociétés étrangères)	35,00%		35,00%
Montant des impôts différés actifs	2 519	(233)	2 286
Impôts différés passifs			
Provisions réglementées	-	-	-
Abandon de créances	-	-	-
Actions propres, actions gratuites	(568)	303	(265)
Subventions	-	-	-
Total assiette d'impôts différés passifs	(568)	303	(265)
Taux d'impôts différés	33,33%		33,33%
Montant des impôts différés passifs	(189)	101	(88)
Impôts différés nets			
Impact des impôts différés nets activés en contrepartie des réserves	-	-	-
Montant des impôts différés nets enregistrés en compte de résultat	-	(132)	-
Montant des impôts différés nets	2 330	(132)	2 198

Note 8. Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession

En K€	30/06/12	30/06/11
Chiffre d'affaires	-	-
Achats consommés et charges externes	-	(9)
Charges de personnel	-	-
Impôts et taxes	-	-
Dotation aux amortissements	-	-
Autres charges (-) et produits (+)	-	27
Résultat opérationnel courant	-	17
Autres produits (+) et charges (-) opérationnels	-	-
Résultat opérationnel	-	17
Coût de l'endettement financier net	-	-
Autres produits (+) et charges (-) financiers	-	-
Charge d'impôt	-	-
Résultat net	-	17
Résultat de déconsolidation	-	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	17

Le résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession au 30 juin 2012 correspond au résultat net de la société HighCo MARKETING HOUSE Italie.

Le résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession au 31 décembre 2011 publié correspond au résultat net des sociétés thebrandcity et HighCo MARKETING HOUSE Italie.

■ Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession par action

	30/06/12	30/06/11
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (en K€)	-	17
Nombre d'actions moyennes	10 378 376	10 497 211
Résultat net par action (en €)	0,00	0,00

	30/06/12	30/06/11
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (en K€)	-	17
Nombre d'actions moyennes diluées	10 593 809	10 795 338
Résultat net par action dilué (en €)	0,00	0,00

Note 9. Résultat par action

■ Nombre d'actions servant de base au calcul du résultat par action

	30/06/12	30/06/11
Actions ordinaires à l'ouverture	11 210 666	11 210 666
Actions propres	825 296	700 294
Actions émises sur la période	-	-
Nombre d'actions basiques à la clôture	10 385 370	10 510 372
Actions propres moyennes sur la période	832 290	713 455
Nombre d'actions moyennes	10 378 376	10 497 211
Actions gratuites retenues	215 433	298 127
Stock-options retenues	-	-
Nombre d'actions moyennes diluées	10 593 809	10 795 338

Pour le calcul du résultat dilué par action :

- sont retenues les actions potentielles valides aux termes des plans d'attributions gratuites d'actions ;
- sont exclues les actions propres détenues en moyenne pondérée sur l'exercice, soit 832 290 actions.

■ Résultat net par action

	30/06/12	30/06/11
Résultat net (en K€)	4 618	5 614
Nombre d'actions moyennes	10 378 376	10 497 211
Résultat net par action (en €)	0,44	0,53

	30/06/12	30/06/11
Résultat net (en K€)	4 618	5 614
Nombre d'actions moyennes diluées	10 593 809	10 795 338
Résultat net par action dilué (en €)	0,44	0,52

■ Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par action

	30/06/12	30/06/11
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère (en K€)	4 653	5 658
Nombre d'actions moyennes	10 378 376	10 497 211
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par action (en €)	0,45	0,54

	30/06/12	30/06/11
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère (en K€)	4 653	5 658
Nombre d'actions moyennes diluées	10 593 809	10 795 338
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par action dilué (en €)	0,44	0,52

■ Résultat net des activités poursuivies par action

	30/06/12	30/06/11
Résultat net des activités poursuivies (en K€)	4 618	5 596
Nombre d'actions moyennes	10 378 376	10 497 211
Résultat net des activités poursuivies par action (en €)	0,44	0,53

	30/06/12	30/06/11
Résultat net des activités poursuivies (en K€)	4 618	5 596
Nombre d'actions moyennes diluées	10 593 809	10 795 338
Résultat net des activités poursuivies par action dilué (en €)	0,44	0,52

■ Titres donnant accès au capital

Instruments dilutifs	30/06/12		30/06/11		Prix d'exercice ou d'attribution
	Nombre de titres valides	Nombre de titres retenus pour la dilution 2012	Nombre de titres valides	Nombre de titres retenus pour la dilution 2011	
Stock-options	-	-	-	-	-
Actions gratuites	480 000	215 433	878 572	298 127	De 4,90 € à 9,30 €

Note 10. Paiement en actions

■ Actions gratuites

Date de l'Assemblée autorisant le plan	Date d'attribution par le Directoire	Nombre total d'actions attribuées	Nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	Nombre de mandataires sociaux concernés	Nombre de bénéficiaires	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Nombre d'actions valides (1) au 30/06/12	Nombre de bénéficiaires d'actions valides (1) au 30/06/12	Nombre d'actions acquises	Nombre d'actions disponibles	Nombre de bénéficiaires d'actions acquises ou disponibles
24/06/2005	23/01/2006	26 000	-	-	11	24/01/2008	25/01/2010	-	-	-	17 000	8
24/06/2005	23/03/2006	4 572	4 572	1	1	24/03/2008	25/03/2010	-	-	-	4 572	1
24/06/2005	26/01/2007	31 500	-	-	16	27/01/2009	28/01/2011	-	-	-	12 500	10
24/06/2005	11/04/2007	33 333	33 333	3	3	12/04/2009	13/04/2011	-	-	-	33 333	3
24/06/2005	11/04/2007	16 667	16 667	3	3	12/04/2010	13/04/2012	-	3	-	16 667	3
24/06/2005	11/04/2007	125 000	125 000	3	3	12/04/2010	13/04/2012	-	-	-	-	-
24/06/2005	11/04/2007	125 000	125 000	3	3	12/04/2013	13/04/2015	125 000	3	-	-	-
24/06/2005	22/01/2008	36 500	-	-	17	23/01/2010	24/01/2012	-	-	-	18 000	11
06/06/2008	12/08/2009	65 000	-	-	6	31/12/2011	31/12/2013	-	5	60 000	-	5
06/06/2008	12/08/2009	65 000	-	-	6	31/12/2012	31/12/2014	60 000	5	-	-	-
06/06/2008	12/08/2009	50 000	-	-	1	31/12/2013	31/12/2013	50 000	1	-	-	-
06/06/2008	12/08/2009	20 000	-	-	1	31/12/2013	31/12/2015	20 000	1	-	-	-
06/06/2008	12/08/2009	50 000	-	-	1	31/12/2014	31/12/2014	50 000	1	-	-	-
06/06/2008	26/03/2010	90 000	90 000	3	3	27/03/2012	27/03/2014	-	3	90 000	-	-
06/06/2008	26/03/2010	45 000	45 000	3	3	27/03/2013	28/03/2015	45 000	3	-	-	-
06/06/2008	26/03/2010	40 000	40 000	3	3	12/04/2013	13/04/2015	40 000	3	-	-	-
06/06/2008	16/02/2011	20 000	-	-	2	17/02/2013	18/02/2015	15 000	1	-	-	-
06/06/2008	16/02/2011	20 000	-	-	2	17/02/2014	18/02/2016	15 000	1	-	-	-
06/06/2008	16/02/2011	15 000	-	-	1	17/02/2015	18/02/2017	15 000	1	-	-	-
06/06/2011	03/05/2012	30 000	-	-	1	04/05/2014	04/05/2016	30 000	1	-	-	-
06/06/2011	03/05/2012	15 000	-	-	1	04/05/2015	04/05/2017	15 000	1	-	-	-
Total		923 572	479 572					480 000		150 000	102 072	

(1) Actions attribuées non caduques mais non encore acquises.

La charge de l'exercice afférente à ces plans d'actions gratuites s'élève à 287 K€, comptabilisés en frais de personnel.

Note 11. Écarts d'acquisition nets

En K€	Valeur nette 31/12/11	Acquisitions	Dépréciations	Écarts de conversion	Variations de périmètre	Valeur nette 30/06/12
France	49 905	-	-	-	-	49 905
International	42 467	-	-	215	-	42 682
Total	92 372	-	-	215	-	92 587

■ Tests de perte de valeur

La méthode utilisée consiste à estimer la valeur actuelle des cash-flows futurs et les événements ou circonstances significatifs dont l'impact réduirait la valeur recouvrable de ces actifs en deçà de leur valeur nette comptable.

Les groupes d'actifs (unités génératrices de trésorerie, ou UGT) définis sont les suivants :

- France : HighCo EDITING, HighCo DOCS, HighCo MARKETING HOUSE France, HighCo 3.0, BleuRoy.com, « Media Cosmos » (Media Cosmos, Création & Distribution et Régie Media Trade), HighCo DATA France et RC Médias.
- Benelux : HighCo SHELF SERVICE, HighCo INFOSHELF, HighCo DIGITAL Benelux, HighCo DATA Benelux, Publi Info, ScanCoupon Belgique, Scan ID.
- Espagne : HighCo DATA Espagne et HighCo SHOPPER Spain.
- Royaume-Uni : Multi Resource Marketing.
- Europe centrale : POS Media.

Les cash-flows futurs sont estimés sur cinq années en prenant comme hypothèse pour la première année les budgets opérationnels des filiales. Pour les années suivantes, les hypothèses retenues par UGT sont fonction des situations concurrentielles (nature des activités et potentiel de développement par pays).

Au 30 juin 2012, le Groupe a effectué une revue des indicateurs de perte de valeur portant sur ses groupes d'actifs (UGT). A l'issue de cet examen, il n'a pas été identifié de nouvel élément remettant en cause les positions prises au 31 décembre 2011 et nécessitant de réaliser de nouveaux tests de perte de valeur. Les écarts d'acquisition au 30 juin 2012 s'élèvent à 92,59 M€.

Note 12. Immobilisations incorporelles nettes

■ Valeurs brutes

En K€	31/12/11	Acquisitions	Cessions/ diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Autres immobilisations	5 544	990	(1)	-	5	1	6 539
Total	5 544	990	(1)	-	5	1	6 539

■ Amortissements

En K€	31/12/11	Dotations	Cessions/ diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Autres immobilisations	(3 887)	(395)	1	-	(5)	-	(4 286)
Total	(3 887)	(395)	1	-	(5)	-	(4 286)

■ Valeurs nettes

En K€	31/12/11	Acquisitions	Dotations	Cessions/ diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Autres immobilisations	1 657	990	(395)	-	-	-	1	2 253
Total	1 657	990	(395)	-	-	-	1	2 253

Note 13. Immobilisations corporelles nettes

■ Valeurs brutes

En K€	31/12/11	Acquisitions	Cessions/ diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Terrains	4	-	-	-	-	-	4
Construction	3 377	34	-	-	1	(2)	3 409
Installations techniques, matériel et outillage	1 391	46	(26)	-	31	2	1 444
Installations techniques, matériel et outillage en crédit-bail	241	-	-	-	-	-	241
Autres immobilisations	6 372	182	(207)	-	24	(56)	6 315
Autres immobilisations en crédit-bail	2 915	144	(29)	-	10	74	3 114
Avances et acomptes	18	12	(14)	-	-	(12)	4
Total	14 317	416	(276)	-	66	6	14 530

■ Amortissements

En K€	31/12/11	Dotations	Cessions/ diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Terrains	-	-	-	-	-	-	-
Construction	(1 235)	(126)	-	-	-	-	(1 362)
Installations techniques, matériel et outillage	(1 039)	(72)	20	-	(20)	(1)	(1 111)
Installations techniques, matériel et outillage en crédit-bail	(211)	(9)	-	-	-	-	(220)
Autres immobilisations	(4 964)	(300)	179	-	(25)	(5)	(5 114)
Autres immobilisations en crédit-bail	(2 607)	(116)	26	-	-	(1)	(2 697)
Total	(10 056)	(623)	225	-	(45)	(6)	(10 504)

■ Valeurs nettes

En K€	31/12/11	Acquisitions	Dotations	Cessions/ diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Terrains	4	-	-	-	-	-	-	4
Construction	2 141	34	(126)	-	-	1	(2)	2 047
Installations techniques, matériel et outillage	352	46	(72)	(6)	-	12	1	333
Installations techniques, matériel et outillage en crédit-bail	30	-	(9)	-	-	-	-	21
Autres immobilisations	1 408	182	(300)	(28)	-	-	(61)	1 201
Autres immobilisations en crédit-bail	309	144	(116)	(2)	-	10	73	416
Avances et acomptes	18	12	-	(14)	-	-	(12)	4
Total	4 261	418	(623)	(51)	-	22	(1)	4 025

Note 14. Immobilisations financières nettes

■ Valeurs brutes

En K€	31/12/11	Augmentations	Cessions / Diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Titres des filiales et participations non consolidées	1 871	-	(26)	-	-	-	1 846
Prêts et autres immobilisations financières	1 519	49	-	-	-	(92)	1 476
Sous-total	3 390	49	(26)	-	-	(92)	3 322
Participations dans les entreprises associées	255	-	(33)	-	-	-	222
Total	3 645	49	(58)	-	-	(92)	3 544

■ Dépréciations

En K€	31/12/11	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Titres des filiales et participations non consolidées	(4)	-	-	-	-	-	(4)
Prêts et autres immobilisations financières	(296)	-	-	-	-	10	(286)
Total	(300)	-	-	-	-	10	(290)

■ Valeurs nettes

En K€	31/12/11	Augmentations	Dotations	Reprises	Diminutions	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Titres des filiales et participations non consolidées	1 867	-	-	-	(26)	-	-	-	1 842
Prêts et autres immobilisations financières	1 223	49	-	-	-	-	-	(82)	1 190
Sous-total	3 090	49	-	-	(26)	-	-	(82)	3 032
Participations dans les entreprises associées	255	-	-	-	(33)	-	-	-	222
Total	3 345	49	-	-	(58)	-	-	(82)	3 254

Au 30 juin 2012, les immobilisations financières sont essentiellement constituées :

- des titres de participation détenus par :
 - HighCo SHELF SERVICE dans MKG Holding (10,8 % du capital) ;
 - HighCo 3.0 dans userADgents (49 %), dans Incentive Agency (13,20 %) et dans Visual (20 %) ;
 - HighCo VENTURES dans LCO (20 %).
- des prêts, dépôts et cautionnements versés.

Note 15. Stocks et en-cours

En K€	30/06/12	31/12/11
Stocks et en-cours	418	602
Provisions sur stocks et en-cours	(1)	(1)
Stocks et en-cours nets	417	601

Au 30 juin 2012, les stocks et en-cours sont constitués de stocks de matières premières pour 129 K€ et d'en-cours de production pour 288 K€.

Note 16. Créances

En K€	30/06/12	31/12/11
Avances et acomptes versés	545	1 939
Clients et comptes rattachés	44 032	52 713
Provisions clients et comptes rattachés	(928)	(956)
Clients et comptes rattachés nets	43 104	51 757
Comptes courants débiteurs	645	536
Débiteurs divers	2 506	2 182
Créances sociales	345	315
Charges constatées d'avance	1 991	1 622
Intérêts courus	18	18
Dépréciations des autres actifs courants	(385)	(385)
Autres actifs courants nets	5 120	4 289
Créances d'impôt exigibles	552	165
Créances fiscales	7 790	10 397
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 084	49 478

Note 17. Trésorerie

En K€	30/06/12	31/12/11
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	49 478	37 024
Concours bancaires courants	(112)	(85)
Trésorerie à l'ouverture	49 366	36 939
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	39 084	49 478
Concours bancaires courants	(29)	(112)
Trésorerie à la clôture	39 055	49 366

La trésorerie du Groupe est composée à l'actif de 39,08 M€ de disponibilités et de valeurs mobilières de placement, et au passif de 0,03 M€ de concours bancaires courants. Ainsi, la trésorerie du Groupe s'élève à 39,06 M€.

La trésorerie du Groupe bénéficie :

- d'une ressource structurelle en fonds de roulement principalement liée au cycle d'exploitation des activités de clearing. Au 30 juin 2012, la ressource en fonds de roulement consolidé est de 33,82 M€ ;
- du financement d'une partie du poste clients par affacturage des sociétés HighCo 3.0, HighCo DOCS et HighCo EDITING.

Les créances cédées au 30 juin 2012 ayant fait l'objet d'avances par les affactureurs représentent 1,45 M€. Conformément à IAS 39, ces créances n'ont pas été décomptabilisées de l'état de la situation financière.

Note 18. Actifs et passifs destinés à être cédés

Il s'agit des actifs et des passifs relatifs aux sociétés en cours de cession ou d'abandon d'activité. 30 juin 2012, cette rubrique concerne la société HighCo MARKETING HOUSE Italie. Au 31 décembre 2011, cette rubrique concernait les sociétés thebrandcity et HighCo MARKETING HOUSE Italie.

En K€	30/06/12	31/12/11
Immobilisations incorporelles nettes	1	1
Immobilisations corporelles nettes	2	2
Autres actifs financiers non courants nets	9	9
Clients et comptes rattachés	-	-
Autres actifs courants nets	3	3
Créances fiscales	9	9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	10
Actifs destinés à être cédés	33	33
Dettes financières non courantes	-	-
Autres passifs non courants	-	-
Provision pour risques et charges courantes	5	5
Fournisseurs et autres créditeurs	13	13
Autres passifs courants	1	1
Dettes fiscales	1	1
Dettes financières courantes	-	-
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	19	19

Note 19. Capitaux propres

En K€	30/06/12	31/12/11
Capital	5 605	5 605
Primes	26 129	26 129
Réserves	44 869	40 610
Résultat de l'exercice part du Groupe	4 653	5 760
Capitaux propres part du Groupe	81 257	78 104

Le capital social se compose, au 30 juin 2012, de 11 210 666 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,50 € chacune, comme au 31 décembre 2011.

À chaque action est attaché un droit de vote. Toutefois, un droit de vote double de celui qui est conféré aux autres actions a été attribué par l'Assemblée générale extraordinaire du 4 avril 1996 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire titulaire, même si cette inscription est antérieure à l'Assemblée générale extraordinaire du 4 avril 1996.

Actionnaires (au 30 juin 2012)	Nombre d'actions	En %	Droits de vote	En %	Droit de vote servant au calcul des franchissements de seuils	En %
Managers et salariés	360 856	3,2%	444 428	4,2%	444 428	3,9%
Louiseholding (WPP Group plc)	3 825 816	34,1%	3 825 816	36,2%	3 825 816	33,6%
Autodétention	825 296	7,4%	-	0,0%	825 296	7,3%
Flottant	6 198 698	55,3%	6 287 760	59,6%	6 287 760	55,2%
Total des actionnaires	11 210 666	100,0%	10 558 004	100,0%	11 383 300	100,0%

Note 20. Participations ne donnant pas le contrôle

En K€	
Situation au 31/12/11	415
Distribution	-
Résultat du 1 ^{er} semestre 2012	-
Changement de taux d'intégration	(35)
Variation de périmètre	-
Autres	-
Situation au 30/06/12	380

Note 21. Passifs non courants et courants

■ Passifs non courants et courants

En K€	30/06/12	31/12/11
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 037	1 190
Dettes financières crédit-bail	252	232
Dettes financières non courantes	1 289	1 422
Provisions pour risques et charges	690	613
Autres passifs non courants	4 866	6 547
Passif non courant	6 845	8 582
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 340	15 936
Emprunts et dettes financiers divers	1 450	3 550
Dettes financières crédit-bail	203	190
Concours bancaires courants	17	107
Intérêts courus non échus	16	11
Dettes financières courantes	14 026	19 794
Provisions pour risques et charges	856	885
Fournisseurs et comptes rattachés	35 154	44 091
Autres passifs courants	50 210	56 496
Dettes d'impôt exigibles	1 609	1 654
Dettes fiscales	10 737	12 734
Passif courant	112 592	135 655
Total	119 437	144 237

■ Variation des dettes financières

En K€	31/12/11	Nouveaux emprunts	Remboursement dette	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 190	-	-	-	-	(153)	1 037
Dettes financières crédit-bail	232	157	-	-	-	(137)	252
Dettes financières non courantes	1 422	157	-	-	-	(290)	1 289
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 936	-	(3 749)	-	-	153	12 340
Emprunts et dettes financiers divers	3 550	-	(2 100)	-	-	-	1 450
Dettes financières crédit-bail	190	23	(148)	-	1	137	203
Concours bancaires courants	107	-	(92)	-	2	-	17
Intérêts courus non échus	11	11	(7)	-	-	-	16
Dettes financières courantes	19 794	34	(6 096)	-	3	290	14 026
Total dettes financières	21 216	191	(6 096)	-	3	-	15 315

Au 30 juin 2012, la variation des dettes financières du Groupe s'explique principalement par :

- L'utilisation partielle, pour 12 M€, du crédit syndiqué de 23 M€ conclu en juillet 2011 ; recours en baisse de 3,5 M€ par rapport au 31 décembre 2011. Ce crédit syndiqué est une ligne de crédit ouverte jusqu'au 7 juillet 2015, permettant le refinancement des opérations de croissance externe, dont le remboursement est

prévu in fine le 7 juillet 2015. Il peut être utilisé par tranches successives et est indexé sur le taux Euribor augmenté d'une marge de crédit. La durée des tirages est au choix de l'emprunteur de 1, 3 ou 6 mois.

- La baisse de 2,1 M€ des emprunts et dettes financiers divers, qui s'élèvent à 1,45 M€ au 30 juin 2012 contre 3,55 M€ au 31 décembre 2011. Ce poste correspond à l'affacturage

d'une partie des créances clients du Groupe (contrepartie en dette financière courante des créances cédées à l'affactureur).

Note 22. Gestion des risques

■ Contexte

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts, de découverts bancaires, de dettes de location-financement et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe.

Le Groupe détient des actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts et cautionnements qui sont générés directement par ses activités.

La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Le Groupe est principalement concerné par le risque de liquidité, le risque de taux, le risque sur actions, le risque de change et le risque de crédit. Le Conseil de Surveillance a revu les politiques de gestion de ces risques. Ces politiques sont résumées ci-dessous.

Le premier semestre 2012 a été principalement marqué pour HighCo par les événements suivants :

- acquisitions d'immobilisations (investissements industriels/Capex) de 1,21 M€ ;
- paiement de prix variables suite aux acquisitions de BleuRoy.com, Scan ID, Publi Info et RC Médias pour 1,24 M€ ;
- dividendes versés au titre de l'exercice 2011 pour 1,56 M€ ;
- acquisition nette d'actions propres pour 0,36 M€.

■ Risque de liquidité

Endettement consolidé brut

La dette financière du Groupe est composée d'emprunts à moyen terme classiques, de crédits-bails, de dettes d'affacturage et de concours bancaires courants, dont le taux de référence est l'Euribor.

Entités	Caractéristique du titre émis	Capital restant dû au 30/06/12 (en K€)	Capital restant dû au 31/12/11 (en K€)	Variation 2012/2011	Taux de référence	Type d'amortissement
HighCo SA	Crédit syndiqué	12 000	15 500	(3 500)	Euribor	Par tirage
HighCo SA	Emprunt classique	955	1 028	(73)	Taux fixe	Mensuel
HighCo SA	Emprunt classique	31	122	(91)	Euribor	Trimestriel
HighCo SHELF SERVICE	Emprunt classique	298	348	(50)	Euribor	Trimestriel
POS Media	Emprunt classique	1	2	(1)	Euribor	Trimestriel
Publi Info	Emprunt classique	34	51	(17)	Euribor	Mensuel
Scan ID	Emprunt classique	59	77	(18)	Euribor	Mensuel
HighCo	Crédit-bail	454	422	32	Euribor	Mensuel
HighCo 3.0	Affacturage	433	815	(382)	Euribor	
HighCo DOCS	Affacturage	457	1 305	(848)	Euribor	
HighCo EDITING	Affacturage	560	1 429	(869)	Euribor	
HighCo	Concours bancaires courants	17	107	(90)	Eonia	Découvert
HighCo	Intérêts courus non échus	16	11	5		
Total (en K€)		15 315	21 216	(5 901)		

Au 30 juin 2012, la dette brute du Groupe est de 15,32 M€, dont 0,02 M€ de concours bancaires courants, non significatifs par rapport aux autorisations de découvert du Groupe, contre 21,22 M€ à fin 2011, soit une diminution de 5,90 M€.

En K€	Total dette brute	Échéances de remboursement					
		06/2013	06/2014	06/2015	06/2016	06/2017	au-delà
Crédit syndiqué	12 000	12 000	-	-	-	-	
Autres emprunts	1 848	559	428	339	196	176	150
Total dette brute hors CBC (1) et affactureurs	13 848	12 559	428	339	196	176	150
Affactureurs	1 449						
Concours bancaires courants	17						
Total dette brute	15 315						

(1) CBC : concours bancaires courants.

Endettement financier consolidé net

La dette nette représente (23,77) M€, alors que, au 31 décembre 2011, elle s'élevait à (28,26) M€. Il s'agit donc en fait d'un excédent net de trésorerie. Le ratio excédent net de trésorerie/capitaux propres est de 29,12 %.

L'excédent net de trésorerie du Groupe bénéficie d'une ressource structurelle en fonds de roulement principalement liée au cycle d'exploitation des activités de clearing. Au 30 juin 2012, la ressource en fonds de roulement consolidé est de 33,82 M€.

Covenants

Le crédit syndiqué de 23 M€, conclu le 7 juillet 2011, contient des clauses de remboursement anticipé en cas de non-respect du *covenant* suivant :

Dette brute consolidée

(Résultat opérationnel courant + dotations nettes aux amortissements et provisions + coût des plans d'attributions gratuites d'actions et de stock-options)

La dette brute consolidée correspond à la dette financière courante et non courante consolidée, à laquelle s'ajoutent les autres passifs non courants.

Ce ratio devait être inférieur à 3,5 au 31 décembre 2011, et doit être inférieur à 3 au 30 juin et au 31 décembre des années 2012 et suivantes.

Le *covenant* est respecté au 30 juin 2012.

■ Risque de taux

Au 30 juin 2012, la dette du Groupe est essentiellement indexée à taux variable à court terme (Euribor).

Le risque de taux est suivi et géré par le directeur général et financier et son adjoint à partir :

- des informations et des cotations communiquées en temps réel par les sites Internet financiers ;
- des prévisions et des propositions de stratégies du pool bancaire.

Aucune couverture de taux n'a été réalisée. Les excédents de trésorerie ont été placés à taux variable à court terme, comme la dette.

Sensibilité de l'endettement financier consolidé à l'évolution des taux

Les actifs et les passifs financiers du Groupe sont indexés à taux révisables inférieurs à un an ; ils sont donc réputés à leur valeur de marché.

Ainsi, l'impact d'une variation de 1 % des taux de référence à court terme sur la dette nette du Groupe de (23,77) M€ serait de 0,36 M€ sur l'exercice à venir.

L'impact d'une variation de 1 % des taux de référence à court terme sur la dette brute serait de 0,03 M€ sur l'exercice à venir.

■ Risque sur actions

Au 30 juin 2012, dans le cadre du programme de rachat autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 juin 2012, le Groupe dispose de 825 296 actions propres. Ces titres sont détenus :

- au sein du contrat de liquidité confié à Oddo Corporate Finance le 27 février 2006 pour 50 279 titres ;
- en direct par HighCo dans le cadre du programme de rachat d'actions pour 775 017 titres (voir note 9, page 27).

Valorisées au cours moyen de juin 2012 (5,44 € par action), les actions propres représentent 4,49 M€.

■ Risque de change

Depuis juillet 2011, le Groupe est présent dans des pays en dehors de la zone euro : Royaume-Uni, Pologne, République tchèque, Hongrie, Turquie et Ukraine.

Les états financiers du Groupe étant libellés en euros, toute variation par rapport à l'euro des cours des devises de ces pays peut avoir un impact sur le bilan et le compte de résultat consolidé.

Cependant, étant donné la part de chaque entité (dont la devise n'est pas l'euro) prise séparément dans le chiffre d'affaires et le résultat net consolidés, l'impact d'une variation des taux de change ne serait pas significatif. En effet, l'appréciation de 1 % de la livre sterling contre l'euro, et la dépréciation simultanée de 10 % des autres devises (CZK, HUF, PLN, UAH, TRY) contre l'euro aurait impacté le résultat net consolidé au 30 juin 2012 de 3 K€.

Par ailleurs, les transactions commerciales sont majoritairement effectuées dans les devises fonctionnelles des pays au sein desquels elles sont réalisées.

Toutefois, des prêts et emprunts intragroupe peuvent générer des écarts de change dès qu'ils sont conclus entre deux entités n'ayant pas la même devise fonctionnelle. Ce risque de change n'est pas couvert au 30 juin 2012.

Au 30 juin 2012, le résultat de change consolidé est un produit de 0,06 M€.

■ Risque de crédit

Le Groupe s'attache à entretenir des relations commerciales avec des tiers dont la santé financière est surveillée, dans la mesure des informations disponibles au public. La politique du Groupe est de vérifier la santé financière des clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit sur un client en particulier.

L'exposition maximale est égale à la valeur comptable des créances clients telle que présentée ci-dessous :

en K€	Total	Non échues et non dépréciées	Echues < 30 jours	Echues 30-60 jours	Echues 60-90 jours	Echues 90-120 jours	Echues > 120 jours
Au 30 juin 2012	43 104	29 581	8 440	2 064	1 376	1 159	483
Au 31 décembre 2011	51 757	34 633	11 319	2 660	1 193	1 329	622

Par ailleurs, le Groupe procède à des conventions d'affacturage avec recours. Lors de la cession de créances commerciales du Groupe à un affactureur, le Groupe conserve les risques liés aux créances cédées. Le montant au 30 juin 2012 de créances cédées s'élève à 1,45 M€.

Le Groupe assure le poste clients des sociétés HighCo 3.0, HighCo DOCS, HighCo EDITING et HighCo MARKETING HOUSE France auprès de la Société française d'assurance-crédit (Sfac).

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire notamment à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

La Société a une politique en matière d'investissements qui les limite à des placements à court terme non risqués.

■ Gestion du capital

L'objectif principal du Groupe en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et à en maximiser la valeur pour les actionnaires.

Les seules contraintes réglementaires externes auxquelles l'entreprise est soumise au titre de son capital sont celles qui découlent du droit français ainsi que du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Le Groupe gère son capital en utilisant un ratio égal à l'endettement net divisé par les capitaux propres.

Le Groupe inclut dans l'endettement net les prêts et les emprunts portant intérêt, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, hors activités abandonnées. Les capitaux propres sont le reflet des capitaux propres apparaissant dans l'état de la situation financière.

En K€	30/06/12	31/12/11
Prêts et emprunts portant intérêt	15 315	21 216
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(39 084)	(49 478)
Endettement net	(23 769)	(28 262)
Total capitaux propres	81 636	78 519
Total capitaux propres et endettement net	57 867	50 258
Ratio endettement net/capitaux propres	-29,12%	-35,99%

■ Justes valeurs des actifs et des passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente une comparaison, par catégories, des valeurs comptables et des justes valeurs de tous les instruments financiers du Groupe :

financiers du Groupe :

En K€

Catégorie IAS 39

Valeur comptable

Juste valeur

30/06/12

Produits financiers

Charges financières

30/06/12

31/12/11

30/06/12

31/12/11

Actifs financiers

Titres des filiales et participations non consolidées

Prêts et autres immobilisations financières

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Actifs financiers disponibles à la vente

Prêts et créances

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, détenus à des fins de transaction

1 842

1 867

1 842

1 867

150

(63)

1 190

1 223

1 190

1 223

10

-

39 084

49 478

39 084

49 478

222

(19)

Passifs financiers

Découverts bancaires

Prêts et emprunts portant intérêt

Dette de location-financement

Emprunts à taux variable

Emprunts à taux fixe

Dette financière relative à l'affacturage de créances

Passifs financiers évalués au coût amorti

Passifs financiers évalués au coût amorti

Passifs financiers évalués au coût amorti

Passifs financiers évalués au coût amorti

Passifs financiers évalués au coût amorti

Passifs financiers évalués au coût amorti

17

107

17

107

-

-

12 016

15 511

12 016

15 511

-

(25)

454

422

454

422

-

(21)

423

600

423

600

-

(33)

955

1 028

955

1 028

-

(18)

1 449

3 548

1 449

3 548

-

(20)

Les valeurs de marché ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des équivalents de trésorerie.

La juste valeur des emprunts a été calculée par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus aux taux d'intérêt courants.

Pour les créances clients, les autres créances, la trésorerie, les dettes fournisseurs et les autres passifs financiers courants, le Groupe estime que la valeur inscrite dans l'état de la situation financière peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Note 23. Engagements hors bilan

Cette information est disponible dans les états financiers consolidés annuels de HighCo, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, consultables sur le site www.highco.com.

Note 24. Provisions pour risques et charges et dépréciations

En K€	31/12/11	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/12
Provisions pour risques et charges							
Non courants	613	14	-	-	3	60	690
Courants	885	-	(33)	-	-	4	856
Sous-total	1 498	14	(33)	-	3	64	1 546
Dépréciations							
Sur immobilisations financières	300	-	-	-	-	(10)	290
Sur stocks	1	-	-	-	-	-	1
Sur comptes clients	956	75	(75)	-	(7)	(20)	929
Sous-total	1 258	75	(75)	-	(7)	(30)	1 220
Total	2 756	89	(108)	-	(4)	34	2 766

Les provisions pour risques et charges sont principalement constituées de litiges à caractère social pour 645 K€, de litiges commerciaux pour 155 K€ et d'indemnités de départ à la retraite pour 553 K€.

■ Détail des reprises de l'exercice par filiale

en K€	Entités	Utilisées	Non utilisées	Solde
	HighCo DATA Benelux	(3)	-	(3)
	HighCo MARKETING HOUSE France	(30)	-	(30)
Provisions pour risques et charges		(33)	-	(33)
	Non Applicable	-	-	-
Dépréciations sur immobilisations financières		-	-	-
	BleuRoy.com	(13)	(13)	(26)
	HighCo MARKETING HOUSE France	-	(33)	(33)
	HighCo SHELF SERVICE	-	(3)	(3)
	POS Media	(6)	(2)	(8)
	Régie Media Trade	-	(5)	(5)
Dépréciations sur stocks et comptes clients		(19)	(56)	(75)
Total		(52)	(56)	(108)

Note 25. Besoin en fonds de roulement (BFR)

En K€	30/06/12	31/12/11
Autres actifs non courants nets	131	151
Stocks et en-cours nets	417	601
Avances et acomptes versés	545	1 939
Clients et comptes rattachés nets	43 104	51 757
Autres actifs courants nets	4 962	4 116
Créances d'impôts exigibles	552	165
Créances fiscales	7 790	10 397
Total des besoins	57 501	69 126
Fournisseurs et autres créditeurs	28 766	38 252
Autres passifs courants	50 210	56 496
Dettes d'impôts exigibles	1 609	1 654
Dettes fiscales	10 737	12 734
Total des ressources	91 322	109 136
Besoin en fonds de roulement	(33 821)	(40 010)
Variation du BFR	(6 189)	8 762
Effet de change	75	161
Variation du BFR des activités entrantes	-	216
Variation du BFR des activités abandonnées	(90)	99
Variation du BFR des activités ordinaires	(6 174)	8 286

La variation du besoin en fonds de roulement des activités abandonnées au 30 juin 2012 concerne les données de l'entité HighCo MARKETING HOUSE Italie, et les données relatives aux entités thebrandcity et HighCo MARKETING HOUSE Italie au 31 décembre 2011 :

En K€	30/06/12	31/12/11
Stocks et en-cours nets	-	-
Avances et acomptes versés	-	-
Clients et comptes rattachés nets	-	-
Autres actifs courants nets	-	-
Créances d'impôt exigibles	-	-
Créances fiscales	-	-
Total des besoins	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	90	99
Autres passifs	-	-
Dettes d'impôt exigibles	-	-
Dettes fiscales	-	-
Total des ressources	(90)	99
Besoin en fonds de roulement	90	(99)
Variation BFR des activités abandonnées	(90)	99

La variation du besoin en fonds de roulement des activités entrantes regroupe les données relatives aux entités acquises, MRM Holdings, MRM Ltd, Finishing Touches, POS Media et RC Médias au 31 décembre 2011 :

En K€	30/06/12	31/12/11
Autres actifs non courants nets	-	9
Stocks et en-cours nets	-	1
Avances et acomptes versés	-	215
Clients et comptes rattachés nets	-	4 537
Autres actifs courants nets	-	877
Créances d'impôts exigibles	-	239
Créances fiscales	-	1 610
Total des besoins	-	7 488
Fournisseurs et autres créditeurs	-	2 173
Autres passifs	-	2 417
Dettes d'impôt exigibles	-	969
Dettes fiscales	-	2 145
Total des ressources	-	7 704
Besoin en fonds de roulement	-	-216
Variation du BFR des activités entrantes	-	216

Note 26. Effectif

Au 30 juin 2012, l'effectif total du Groupe diminue de 3,7 %, avec 884 collaborateurs, contre 918 au 31 décembre 2011.

Les effectifs sont répartis à 42 % en France, 31 % au Benelux et 27 % dans les autres pays.

Les dirigeants mandataires sociaux de la société HighCo SA (Richard Caillat, Olivier Michel et Didier Chabassieu) sont comptabilisés dans les effectifs du Groupe.

Note 27. Rémunération des cadres dirigeants

Sont considérés comme principaux dirigeants, au sens de l'IAS 24, les seuls membres du Directoire de la Société (Richard Caillat, Olivier Michel et Didier Chabassieu).

Sur le premier semestre 2012, le montant global brut des rémunérations versées aux membres du Directoire (mandat social, partie fixe et avantages en nature) est de 417 K€ ; étant précisé que les membres du Directoire ont perçu une partie variable de 30 K€ chacun, au titre de l'exercice 2011.

Ce montant de rémunérations inclut les avantages en nature pour 6 K€, qui sont liés à l'attribution de véhicules de fonction. Ces avantages sont considérés comme non significatifs.

■ Titres donnant accès au capital

Actions gratuites

Il est rappelé que le Conseil de Surveillance du 25 mars 2010 a décidé de se référer au code MiddleNext de décembre 2009 qui recommande qu'au moins une partie des attributions définitives d'actions gratuites soient soumises à des conditions de performance (dites « actions de performance »).

On distingue dès lors chez HighCo deux catégories d'actions gratuites :

- les actions gratuites conditionnées uniquement à la présence ;
- les actions de performance soumises en outre à des conditions de performance.

À ce jour, compte tenu des conditions d'acquisition (présence et/ou objectifs), le nombre d'actions gratuites encore valides des dirigeants mandataires sociaux est de 300 000, dont 90 000 ont été acquises définitivement au cours du semestre.

La valorisation de l'ensemble de ces engagements sur le semestre est une charge qui s'élève à 125 K€.

Rapport financier semestriel 30 juin 2012

Mandataire social concerné	Date d'attribution par le Directoire	Nombre d'actions attribuées	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions d'acquisition
Richard Caillat	23/03/2006				
		4 572	24/03/2008	25/03/2010	Présence à la date d'acquisition
	11/04/2007				
	Tranche 1	6 667	12/04/2009	13/04/2011	Présence au 31/12/2007
		6 666	12/04/2009	13/04/2011	Présence au 31/12/2008
		6 667	12/04/2010	13/04/2012	Présence au 31/12/2009
	Tranche 2	Maximum 50 000	12/04/2010	13/04/2012	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2009
		Maximum 50 000	12/04/2013	13/04/2015	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2012 (1)
	26/03/2010				
	Tranche 1	15 000	27/03/2012	28/03/2014	Présence au 31/12/2010
		15 000	27/03/2012	28/03/2014	Présence au 31/12/2011
		15 000	27/03/2013	28/03/2015	Présence au 31/12/2012
	Tranche 2	Maximum 5 000	12/04/2013	13/04/2015	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2012 (1)
Olivier Michel	11/04/2007				
	Tranche 1	5 000	12/04/2009	13/04/2011	Présence au 31/12/2007
		5 000	12/04/2009	13/04/2011	Présence au 31/12/2008
		5 000	12/04/2010	13/04/2012	Présence au 31/12/2009
	Tranche 2	Maximum 37 500	12/04/2010	13/04/2012	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2009
		Maximum 37 500	12/04/2013	13/04/2015	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2012 (1)
	26/03/2010				
	Tranche 1	15 000	27/03/2012	28/03/2014	Présence au 31/12/2010
		15 000	27/03/2012	28/03/2014	Présence au 31/12/2011
		15 000	27/03/2013	28/03/2015	Présence au 31/12/2012
	Tranche 2	Maximum 17 500	12/04/2013	13/04/2015	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2012 (1)
Didier Chabassieu	11/04/2007				
	Tranche 1	5 000	12/04/2009	13/04/2011	Présence au 31/12/2007
		5 000	12/04/2009	13/04/2011	Présence au 31/12/2008
		5 000	12/04/2010	13/04/2012	Présence au 31/12/2009
	Tranche 2	Maximum 37 500	12/04/2010	13/04/2012	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2009
		Maximum 37 500	12/04/2013	13/04/2015	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2012 (1)
	26/03/2010				
	Tranche 1	15 000	27/03/2012	28/03/2014	Présence au 31/12/2010
		15 000	27/03/2012	28/03/2014	Présence au 31/12/2011
		15 000	27/03/2013	28/03/2015	Présence au 31/12/2012
	Tranche 2	Maximum 17 500	12/04/2013	13/04/2015	Présence à la date d'acquisition et objectifs de BNPA au 31/12/2012 (1)
Total		479 572			

(1) Objectifs de BNPA au 31/12/2012 : un maximum de 55 000 actions par dirigeant mandataire social (Richard Caillat, Olivier Michel et Didier Chabassieu) sera attribué si la croissance moyenne annuelle du BNPA du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2012 est supérieure ou égale à 20 %.

■ Indemnités en cas de perte du mandat social

Le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2003 a autorisé la Société à indemniser les membres du Directoire, en cas de non-renouvellement ou de révocation de leur mandat (sauf faute lourde), à hauteur de deux ans de rémunération (calcul effectué sur la base de la rémunération fixe brute versée au cours des trois derniers mois précédant la révocation). Le Conseil de Surveillance du 15 décembre 2009, qui a renouvelé en bloc le Directoire, a réitéré son autorisation de la convention en vigueur. À défaut de concomitance entre la révocation ou le non-renouvellement du mandat et la rupture du contrat de travail, le versement n'intervient qu'à la date de la notification de la rupture du contrat de travail.

Conformément à la loi du 21 août 2007, le Conseil de Surveillance du 19 mars 2008 a fixé pour chaque membre du Directoire une condition de performance, conditionnant l'octroi de cette indemnité. Cette condition est que la marge opérationnelle moyenne consolidée des trois derniers exercices ($n - 1$, $n - 2$ et $n - 3$) soit supérieure ou égale à 80 % de la moyenne de la marge opérationnelle consolidée des trois exercices précédents ($n - 4$, $n - 5$ et $n - 6$).

Il n'existe aucun autre accord prévoyant une indemnisation en cas de départ, que ce soit au titre du mandat social ou du contrat de travail.

Note 28. Événements postérieurs à la clôture

Néant.

D. INFORMATIONS SUR LA SOCIETE MERE

La société mère HighCo SA affiche pour le premier semestre 2012:

- Un chiffre d'affaires de 5 289 K€;
- Un résultat net de 5 129 K€.

E. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société High Co, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Aix-en-Provence et Marseille, le 23 août 2012.

Les Commissaires aux Comptes,

Cabinet Jean Avier
Hélène Van Der Westerlaken

Ernst & Young Audit
Xavier Senent

F. DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Fait à Aix-en-Provence, le 21 août 2012.

Richard Caillat
Président du Directoire